

MEETING LCR mardi 22 juin 20h **MUTUALITE**

**20 000 LE 5 JUIN
CONTRE REAGAN**

12/13

Rouge

M1578 N°1020 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 11 au 17 juin 82

BEGIN ASSASSIN!

Le gouvernement de l'Etat d'Israël a pris l'initiative d'une nouvelle guerre. Il vient d'envahir le Liban. Pour liquider les forces de la résistance palestinienne jusque dans leurs derniers refuges. Au prix de l'extermination d'un peuple, s'il le faut.

Pilonnage systématique des villes et des camps de réfugiés par l'aviation et la marine, action de centaines de blindés, ratissages menés par plus de cinquante mille hommes de troupe : en quelques jours, les victimes se comptent par milliers.

Ce n'est pas seulement l'avenir de la résistance qui est en jeu, c'est celui du peuple palestinien. Ce n'est plus seulement le droit de celui-ci à disposer d'une patrie, c'est aussi son droit à vivre, à exister en tant que peuple qui doit être défendu face à l'agression barbare des troupes sionistes.

Face à cette escalade criminelle, les chefs d'Etat et de gouvernement impérialistes réunis à Versailles n'ont su que « déplorer les initiatives du gouvernement de Menahem Begin ». Deux semaines après que Mauroy se soit porté garant, à Beyrouth, de l'intégrité du territoire libanais, François Mitterrand a longuement hésité avant de condamner du bout des lèvres l'invasion meurtrière de ce pays. Les uns et les autres n'oublient évidemment pas que l'Etat d'Israël est leur plus fidèle allié dans une région de première importance stratégique.

Une fois de plus, les bourgeoisies arabes, leurs Etats, leurs gouvernements, montrent ce que vaut leur soi-disant « soutien » à la cause palestinienne : quelques déclarations timides et embarrassées pour se « couvrir » vis-à-vis des masses exploitées de leurs propres pays, solidaires du sort de leurs frères de Palestine.

Plus que jamais auparavant, le peuple palestinien, ses héroïques résistants sont dramatiquement seuls face aux bouchers sionistes.

Il n'est pas possible de laisser Begin agir en toute impunité !

Il faut arrêter le massacre en cours !

Le mouvement ouvrier international, les forces anti-impérialistes et démocratiques doivent se mobiliser immédiatement et massivement.

La Ligue communiste révolutionnaire est sans réserve aux côtés des masses palestiniennes. Aux côtés de ceux qui se mobilisent dans les territoires occupés. Aux côtés de ceux qui aujourd'hui, au Liban, résistent à la machine de guerre israélienne. Aux côtés, aussi, de ceux qui en Israël même s'opposent à l'expansionnisme de Begin. Pour cela nous avons participé et appelé à participer massivement à la manifestation du 10 juin à la République, première riposte de masse, en France, à la nouvelle guerre sioniste.

— Halte à l'agression sioniste !

— Troupes israéliennes hors du Liban !

— Retrait des territoires occupés !

— Solidarité avec le peuple palestinien et avec l'OLP, son seul représentant !

Bureau politique de la LCR



**Conférence de presse
de Mitterrand :
les discours et la réalité**

p3

MEETING

LCR - Région parisienne

- UN AN APRES LE 10 MAI, CE QUE PROPOSE LA LCR POUR IMPOSER LE CHANGEMENT

avec ALAIN KRIVINE

- MALOUINES - SALVADOR - PALESTINE - POLOGNE

LES POSITIONS DE

LA IV^e INTERNATIONALE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE STALINISME

avec DANIEL BENSARD

MARDI 22 JUIN

A 20 H PRECISES

A LA MUTUALITE

MEETINGS LCR
avec ALAIN KRIVINE

- Vendredi 11 juin: Bienne (Suisse)
- Mercredi 16 juin: Morlaix - Brest
- Jeudi 17 juin: Quimper - Lorient

Le GRS, section antillaise de la IV^e Internationale, vient de tenir son V^e Congrès à Ajoupa-Bouillon (Martinique). Nous rendrons compte dans un prochain numéro de ses travaux et des nombreux contacts que notre camarade A. Krivine, présent à ce congrès, a pu avoir durant son séjour en Martinique et en Guadeloupe.

L'abonnement militant
est un acte militant

indispensable à la presse de la LCR, à notre action pour le combat des travailleurs

Rouge

hebdomadaire

Critique
Communiste

mensuel

Un outil : la presse de la LCR

Car à peine plus d'un an après, c'est à se demander qui a gagné le 10 mai : on n'entend plus parler que de « rigueur », de « pause », de « d'effort » ! Comme si on n'avait pas déjà longtemps attendu, ni continué à travailler trop, ou encore cherché toujours en vain du travail...

Et où cherche-t-on des solutions à la crise du capital ? Dans des ententes avec des Thatcher ou des Reagan dont le maître-mot c'est la guerre !

Il y a d'autres solutions, de vrais moyens pour lutter contre la crise d'un impérialisme de plus en plus belliqueux. Contre les compromis avec la bourgeoisie.

nom : _____ prénom : _____
souscris mon abonnement-militant trimestriel pour l'été (juillet-août-septembre)
à « Critique communiste »
et « Rouge ». 90 F

(Bon à remettre aux militants de la LCR de l'entreprise ou de la ville)

MUNICIPALES:

LA TABLE EST MISE

LE PS revendique ce à quoi il a droit, rien de plus, mais rien de moins», déclarait Jean Poperen le dimanche 6 juin, pour laver son parti de l'accusation de « glotonnerie » que lui a adressée le PC. Et d'ajouter : « Nous ne voulons pas manger dans l'assiette des autres. »

Le langage, en tout cas, sinon les arguments, est bien choisi : s'agissant du mode de scrutin et de la tactique d'alliance pour les municipales de 1983, on est, en effet, en pleine cuisine électorale. Et voici le PS et le PC dressant la table, sans vergogne, neuf mois avant le festin attendu et revendiquant déjà leur part de gâteau.

L'adoption par le prochain conseil des ministres, ce 9 juin, du projet électoral mis au point par Defferre, ne fait guère de doute. Et si le PC proteste encore, pour la forme, de son attachement à la proportionnelle intégrale, il cherche d'abord à sauvegarder ses positions dans les municipalités.

Le PS a confirmé qu'il n'entendait pas laisser au PC les mairies que celui-ci dirige actuellement dans les municipalités où il l'a devancé lors des élections de mai et juin dernier. Son arme ? Un chantage, somme toute efficace : si l'accord ne se fait pas pour que le PC cède la tête de

liste au PS dans ces villes, ce sont les électeurs qui trancheront au premier tour où le PS refusera une liste commune avec le PC.

On est bien loin des grandes déclarations démocratiques du PS et de Mitterrand qui s'étaient engagés, avant le 10 mai 1981, à « instituer la représentation proportionnelle pour les élections législatives, régionales et, à partir de 9 000 habitants, communales » (Le Manifeste du PS, 24 janvier 1981). Bien loin aussi des positions antérieures du PC, qui dans son programme, en 1971 déjà, affirmait : « L'exigence d'un système électoral assurant la représentation proportionnelle pour les élections législatives, municipales, cantonales, régionales, constitue une condition impérieuse du fonctionnement démocratique des assemblées (...) Seul un scrutin proportionnel peut assurer l'égalité des suffrages, la confrontation loyale des programmes politiques et la représentativité équitable des élus. » Ou affirmant encore : la représentation proportionnelle « est une garantie du respect du droit des minorités » (Changer de cap, le 9 octobre 1971).

Il est d'autant plus regrettable que le PSU ait jugé bon de venir revendiquer sa place, dans une démarche suffisamment proche de celle du PC pour qu'au sortir de la rencontre de

ces deux partis, le lundi 7 juin, leur communiqué commun précise : « Les deux délégations ont échangé leurs vues sur le problème des élections municipales. Elles ont réaffirmé leur attachement à un scrutin fondé sur la proportionnelle, qui permette le respect du pluralisme, et à l'union de toutes les forces de gauche. »

Oubliée la proportionnelle intégrale puisque le PS n'en veut pas. Il ne s'agit plus que de négocier fauteuils, chaises ou strapontins sur des listes d'union de « toutes les forces de gauche ».

En préservant pour l'essentiel le scrutin majoritaire, le PS et, à sa suite, le PC et le PSU, espèrent améliorer leurs positions dans les municipalités, au mépris d'une représentation égalitaire. Ils risquent fort de voir se détourner une partie des travailleurs qui, refusant la politique de collaboration de classes du PC et du PS et ne pouvant pas élire leurs propres représentants, pourraient, comme lors des dernières cantonales se réfugier dans l'abstention.

Ces appétits d'appareil du PS et du PC font indiscutablement le jeu de la droite. C'est une raison de plus pour que se développent les initiatives réclamant la proportionnelle intégrale.

P. Sylvain

LES NOTRES

Michel Arnould (Christophe)

Michel Arnould est mort accidentellement, à 33 ans, asphyxié par un chauffe-eau défectueux. Inutile d'épiloguer sur le caractère stupide et cruel de cet accident. Il clôt douloureusement la vie d'un des nôtres, une vie qui débuta à l'Assistance publique d'abord, à l'école professionnelle ensuite et à Renault-Billancourt pour continuer...

C'est dans ce bastion de la classe ouvrière que Michel a fait ses premiers pas dans la vie politique et qu'il a rejoint nos rangs. Il y fut longtemps le principal pilier d'un travail politique qui devait permettre plus tard, contre vents et stalinisme, une intervention trotskyste durable chez Renault.

Militant dévoué et ouvrier hautement qualifié, il s'est retrouvé parmi ceux qui ont construit l'imprimerie de Rouge au sein de laquelle il a été un permanent très précieux. Le chagrin d'aujourd'hui ne nous donne pas envie d'en écrire plus. Pourtant, Michel était un camarade remarquable, ne serait-ce que par ses traits de caractère : tête comme une bourrique, gouailleur, affectueux et d'une modestie presque maladroite, ce copain n'a jamais laissé indifférents ceux qui militaient et travaillaient avec lui. On gardera aussi le souvenir d'un Michel tout en insolence, irrévérencieux et hargneux vis-à-vis de nos adversaires.

Mais ceux qui l'ont connu intimement savent que sous la carapace du militant dévoué et combatif, il y avait un Michel fait de doutes et d'interrogations. Les faits de la vie quotidienne, les films, les livres, la musique, et surtout le grand chamboulement de ces dernières années, le féminisme, constituaient les sources inépuisables de ses questions.

En cela, il était un authentique ouvrier révolutionnaire, pour qui le socialisme des lendemains qui chantent se construit par une remise en question au quotidien de tout le système des valeurs qui nous imprègnent encore.

Voilà ce que nous coûte cet accident : un camarade, un militant dévoué, un copain que nous aimions. Salut Michel.

Ses camarades permanents de l'organisation.



Michel notre ami, notre camarade,

Il est des événements où les mots ne permettent pas d'exprimer ce que l'on ressent, mais où les tripes se serrent. Ta mort est un de ceux-là.

Nous voudrions t'adresser un dernier hommage, mais les mots nous viennent difficilement, tant est présente à notre



esprit l'ironie avec laquelle tu démontais le moindre hommage qui t'était adressé.

Ta force fut d'avoir combattu tes faiblesses. Et elles étaient nombreuses, venant d'un mal de vivre qui te collait à la peau. Les luttes que tu menais contre toi-même t'avaient fait acquérir une constance et une rigueur peu commune.

Tu avais besoin de tout cela pour faire ton apprentissage de militant au cœur même du bastion du PCF, au département 70 à Billancourt. Tu étais le premier militant ouvrier de l'organisation sur Renault et tu t'étais heurté à un appareil rodé et à de vieux militants aguerris.

Tu fus délégué du personnel et membre du comité exécutif de la CGT-Renault pendant une seule année, en 1970. L'appareil du syndicat s'était alors rendu compte que tu étais irréductible. Tu le leur avait confirmé en 1974 en étant le seul délégué à avoir pris la défense des travailleurs de Lip à la tribune du congrès du syndicat, sous les huées d'une partie des délégués. Vint alors une période d'isole-

ment où d'autres que toi auraient flanché. Ce ne fut qu'au bout de 8 ans de lutte que tu quittas Renault, t'estimant plus utile dans la construction du quotidien de l'organisation.

Tu as laissé une marque ineffaçable dans notre souvenir, non seulement parce que tu étais un militant dont le sérieux dans le travail et la rigueur dans l'analyse ont été indispensables à l'implantation de l'organisation sur Renault; nous t'en sommes encore redevables. Mais surtout tu as été cet ami si plein d'humour que chacun aimait, et si aujourd'hui nos cœurs se serrent, c'est pour cet ami que nous pardonnons en toi.

Tu as gagné notre respect, mais tu as surtout conquis à jamais notre amitié et notre affection.

A notre camarade Emmanuelle qui fut ta compagne, à ta famille Gilles, Maud et leurs trois enfants, nous apportons notre présence affective pour traverser cette épreuve.

Michel, nous t'aimerons toujours.

Tes camarades
de Renault-Billancourt

Rouge

- Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montrouil, Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montrouil, Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

MITTERRAND : UN DISCOURS QUI CACHE MAL L'ADAPTATION A LA CRISE

Si l'on s'en tient aux apparences, Mitterrand, dans sa conférence de presse, n'a pas tranché les débats qui partagent le gouvernement ou le PS sur la politique économique et sociale à suivre. Delors avait parlé d'austérité, Mauroy de l'augmentation trop rapide des salaires, Mitterrand se garde bien de rentrer dans ces détails-là. Rocard avait déclaré : « La France vit avec un taux de garantie sociale qui est au-dessus de ses moyens. » N. Questiaux, ministre de la Solidarité, lui répond : « La France n'a pas une garantie sociale au-dessus de ses moyens. » La question est posée de savoir si Mitterrand est d'accord avec l'appréciation de Rocard : pas de réponse.

Le discours du président de la République est là pour éviter les problèmes, du moins les mots qui choquent. Ainsi, il dit ne pas ai-

mer l'expression « politique des revenus » pour lui préférer celle de « politique de répartition ». De même lorsqu'on lui demande à partir de quel niveau de revenu les Français devront participer à l'effort de « solidarité », Mitterrand élude : « La ligne de partage sera fixée par le gouvernement. »

Mitterrand déclare qu'il veut conduire sa politique dans « la continuité et la fermeté ». Malheureusement pourrait-on répondre ! Car nous allons atteindre les deux millions deux cent mille chômeurs et ce n'est pas parce que Mitterrand rappelle que pour cette même époque on en prévoyait deux millions cinq cent mille sous Giscard que les travailleurs y trouveront leur compte. En fait, malgré les précautions de langage, le président de la République a bien été dans le même sens que Delors et Mauroy.

FAVORISER l'investissement, tel devient maintenant le mot d'ordre du gouvernement. Mitterrand s'étonne que les patrons du privé n'investissent pas ; constatant d'ailleurs que cela existait sous Giscard. Il insiste donc sur l'investissement propre que doit réaliser l'Etat dans le secteur public et nationalisé, « fer de lance » de la restructuration de notre industrie. Fort bien. Nous allons revenir sur cette question.

Mais pourquoi alors, depuis un an, connaissant cet investissement très faible dans le secteur privé, le gouvernement a-t-il multiplié les milliards de cadeaux aux patrons, tout en sachant que... les patrons n'investiraient pas. Pourquoi Mitterrand ne tire-t-il pas les leçons de cette politique ?

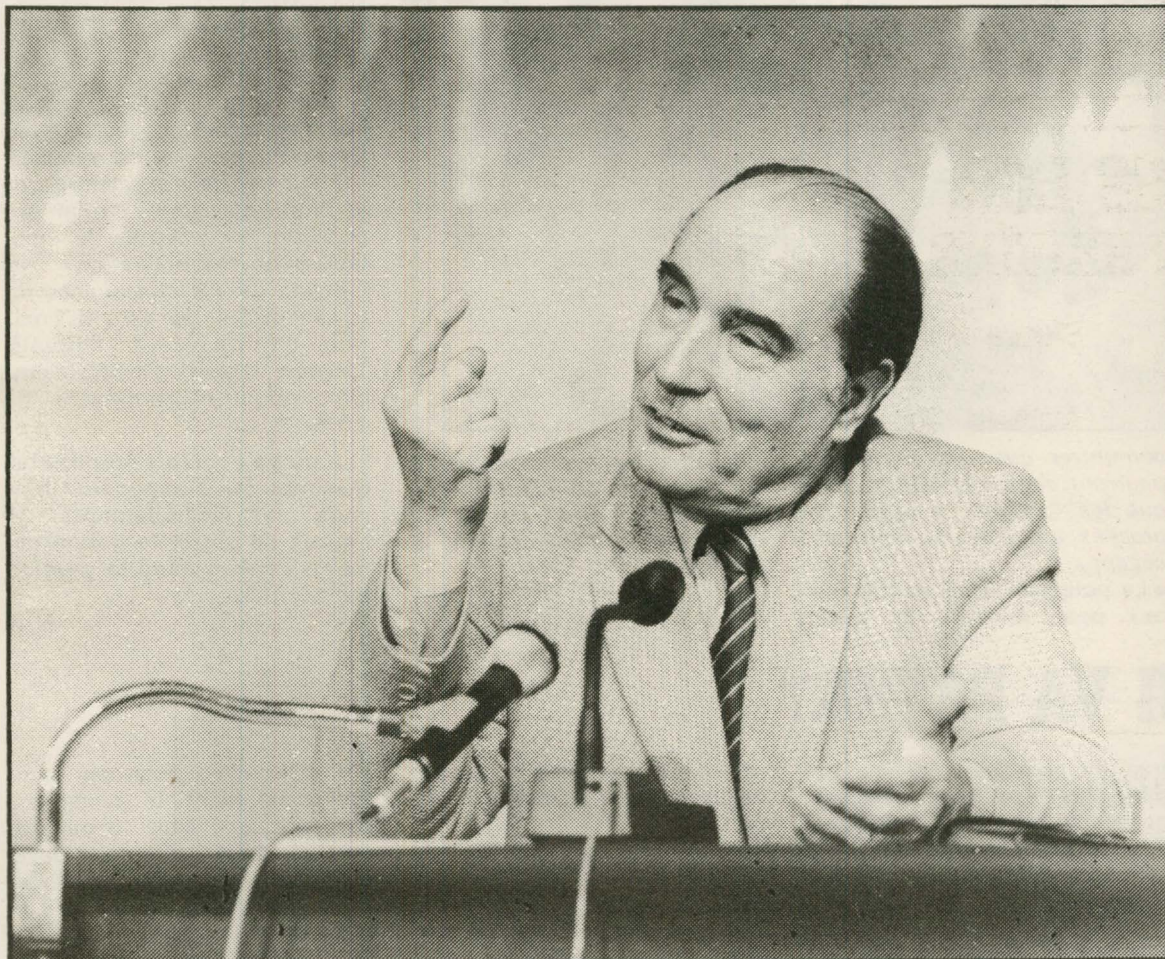
Investissement dans le secteur public. Certes, au lieu de distribuer l'argent aux patrons. Mais pour quoi faire ? Au service des intérêts des travailleurs, de leurs besoins, ou en fonction de « la concurrence internationale ».

Investir au service de qui ?

Prenons l'exemple de la sidérurgie puisque Mitterrand a traité la question dans sa conférence de presse. L'Europe des patrons estime qu'il y a « surproduction d'acier » et la commission de Bruxelles pense qu'il faudra supprimer deux cent mille emplois en Europe dans les quatre années qui viennent ; dont au moins dix mille en France.

Surproduction d'acier ? Ce sont les capitalistes qui parlent ainsi. En France, pour construire ou reconstruire quatre millions de logements, il faut de l'acier. En Italie pour équiper le sud... Et le « tiers monde » auquel s'intéresse tant le gouvernement n'a-t-il pas besoin de logements, n'a-t-il pas besoin d'acier ?

Mais les patrons préfèrent concentrer leurs investissements dans des branches qu'ils jugent plus rentables pour eux et dans des pays où ils peuvent exploiter les travailleurs au maximum. Alors, les capitalistes de la CEE veulent fermer des usines, supprimer des emplois, définir des



« quotas de production » pour les pays européens.

Quand l'on entend Mitterrand répondre que l'Etat va investir dans la sidérurgie « pour sauver ce qui peut l'être » en respectant les contraintes et la compétition du cadre européen, l'on est en droit de se poser des questions et de craindre une nouvelle four-née de licenciements en Lorraine.

Solidarité ?

Pour Mitterrand, « justice sociale et solidarité sont des termes imbriqués ». L'objectif, c'est une vaste « redistribution ». Mais les limites en sont bien marquées : « Il n'y aura pas de charge fiscale plus lourde pour ce budget comme pour celui de l'année qui vient. »

Mauroy avait promis au CNPF que les charges sociales des entreprises n'augmenteraient pas d'ici 1983. Mitterrand promet aux riches qu'on ne prendra pas dans leurs poches, il annonce juste une « nouvelle répartition des

charges fiscales », c'est-à-dire une légère augmentation des impôts sur les hauts revenus pour soulager les petits.

Alors, comment trouver l'argent ? Mitterrand confirme toutes les mesures qui sont en train d'être discutées au sein du gouvernement : impôt chômage pour les fonctionnaires, « économies nécessaires » pour la Sécurité sociale, financement de l'UNEDIC par « l'ensemble des partenaires sociaux » (voir page 4). Mesures qui vont toutes dans le même sens : au nom de la « solidarité », commencer à lorgner vers les poches des travailleurs puisqu'on a promis de ne pas toucher à celles des patrons.

La solidarité de Mitterrand a un petit goût d'austérité de gauche. Car, enfin, hormis le rappel sur les efforts que maintiendrait le gouvernement à propos des personnes âgées, des femmes seules et des smicards, il ne fut question d'aucune revendication ouvrière.

Le blocage des prix ? Ecarté d'un revers de main car on ne

peut « faire des actions radicales que si les autres ont échoué ». Comme si, depuis un an, la preuve n'avait pas été faite de l'échec d'une politique de liberté des prix. Les trente-cinq heures ? Mitterrand n'en parle même pas dans son introduction. Il faut la question d'un journaliste pour obtenir une réponse très vague sans rappel de l'échéance de 1985 que se fixait le gouvernement.

Tout cela éclaire bien ce qui paraît pour Mitterrand le *nec plus ultra* de sa politique de « solidarité » : promouvoir une rencontre entre « partenaires sociaux » en juillet, ou au plus tard en septembre. Comme si les travailleurs avaient élu Mitterrand et une majorité PS-PC pour qu'ils organisent des rencontres entre syndicats et patronat et non pour prendre les mesures qui permettent de satisfaire leurs revendications. Que cela plaise ou ne plaise pas aux patrons !

Antoine Artous

Les flics « débonnaires »

COMME il se doit, Mitterrand a terminé sa conférence de presse sur la sécurité. Pour insister sur le chômage, les conditions de vie d'une masse de jeunes et de travailleurs ? Non. Pour se vanter d'avoir plus fait que le régime précédent en terme de recrutement de policiers. Pour parler de « l'uniforme débonnaire » des gardiens de la paix qui rassure les braves gens. Pour expliquer qu'il faut que plus souvent « l'ensemble des forces de l'ordre soient plus présentes sur le terrain ». Comme à Talbot peut-être où, au même moment, les flics faisaient évacuer les ateliers occupés par les grévistes !

« Resserer l'alliance »

Oublié, dans cette conférence de presse, le discours de Mexico qui n'avait pas fait plaisir à Reagan. Il n'a été question que de « redresser l'Alliance atlantique » pour « préserver l'équilibre du monde ».

Mitterrand, pour justifier sa présence au sommet de l'OTAN, a expliqué que la France, sous de Gaulle, n'avait jamais quitté l'Alliance atlantique qui est une « alliance militaire défensive », mais seulement son « commandement militaire intégré ».

Ce qui est vrai. Mais on peut souligner que c'est la première fois depuis seize ans et la décision de De Gaulle que les deux « premières personnalités » de la France se rendront ensemble à ce sommet et que, au printemps 1983, tous les ministres de l'OTAN se retrouveront ensemble à Paris.

Certes, Mitterrand a affirmé que la France ne réintégrerait pas le « commandement militaire », mais on aurait pu croire qu'un chef d'Etat socialiste, élu par les travailleurs, soit quelque peu gêné de chanter les louanges de l'alliance contre-révolutionnaire dirigée par les USA.

UN AN APRES LE 10 MAI

Le cap des deux millions de chômeurs est franchi

LE GOUVERNEMENT BRICOLE

FIN 1982, d'après les chiffres officiels de l'INSEE, le chômage devrait dépasser 2 100 000 chômeurs. Des projections officieuses font état de 2 300 000 sans-emplois pour décembre 1983. Ces chiffres parlent mieux que tous les discours : depuis un an, le gouvernement, faute de prendre les mesures radicales qui s'imposaient, a échoué dans sa lutte contre le chômage.

Les 39 heures, si elles se sont traduites par des gains de productivité, n'ont créé aucun emploi. 3 661 contrats de solidarité ont été créés. Ils prévoient 45 000 départs en préretraite, mais créent simplement... 4415 emplois.

En dépit de ces prévisions, le gouvernement espère toujours « stabiliser à deux millions » le nombre de chômeurs, comme si c'était là le mandat qu'avaient donné les travailleurs le 10 mai ! Pour « stabiliser » le chômage, le gouvernement réfléchit sur de nouveaux « trucs ».

● Mise en formation des jeunes de 16 à 18 ans dès la rentrée de septembre avec incitations financières pour les amener à s'inscrire dans les centres de formation professionnelle. Cela a l'avantage de rayer de la carte du chômage les jeunes qui cherchent du travail, mais, comme l'explique *Libération*, il « reste à



démontrer que ces formations pourront constituer autre chose que les "stages parkings" reprochés au gouvernement précédent ».

● La poursuite des « pactes Barre » pour l'emploi. Ils seront

améliorés, mais l'essentiel restera : précarité de l'emploi, sur-exploitation des jeunes et exonération des charges pour les patrons.

● La signature de nouveaux « contrats de solidarité » dont

rien ne prouve qu'ils soient plus créateurs d'emplois que les précédents.

Pour lutter contre le chômage, le gouvernement préfère espérer la reprise des investissements. Or, toujours le très officiel INSEE prévoit que les investissements dans le privé continueront à baisser et, en moyenne sur l'année 1982, se situeront en dessous du niveau moyen de 1981.

Le gouvernement va investir dans les entreprises publiques (+3%). Quand on voit les budgets d'austérité prévus dans les secteurs comme les PTT, la santé, l'enseignement, on se dit que, malgré les besoins, ce n'est pas là qu'il y aura de l'embauche. Reste les nouveaux secteurs nationalisés : mais les nouveaux PDG, comme dans la sidérurgie ou à Rhône-Poulenc, s'orientent plus vers une politique de « rentabilisation-restructuration » en fonction de « la concurrence internationale » que vers la création de nouveaux emplois. Toujours d'après l'INSEE, l'emploi industriel diminuera de 1,5 %.

A ne pas vouloir prendre les mesures qui s'imposent : blocage des licenciements, 35 heures de suite, le gouvernement s'enlise dans la gestion de la crise.

A. A.

UNEDIC: QUI VA PAYER?

L'UNEDIC (caisse d'allocations chômage) aura fin 1982 un déficit de 12 milliards, et de 37 milliards en 1983. De 1970 à 1981, le coût du chômage a été multiplié par 39 ; il est passé de 1,2 milliard de francs à plus de 45 milliards. L'explication est simple : en 1970, il y avait 262 000 chômeurs, en 1982, on en est à deux millions.

L'UNEDIC est financé par l'Etat, les entreprises et les salariés. En 1980, l'Etat a payé 27,6 % (9,9 milliards), les salariés 16,8 % (6 milliards) et les patrons 55 % (19,8 milliards).

● Premier constat qui s'impose : lutter contre le déficit de l'UNEDIC, c'est lutter contre le chômage. Une réduction de 800 000 demandeurs d'emploi permet-

trait de combler le déficit. Les difficultés financières dans lesquelles se retrouve le gouvernement proviennent directement de son échec dans la lutte contre le chômage.

● Deuxième constat : c'est par peur de s'attaquer directement au patronat que le gouvernement ne réduit pas le nombre de chômeurs. Avec la même logique, Mauroy a promis à Gattaz de ne pas augmenter les charges sociales des entreprises jusqu'en 1983. Pourtant, ce sont les patrons qui licencient, ce sont eux qui, en toute logique, devraient supporter le financement du chômage.

Mais le gouvernement devra bien choisir entre augmenter les cotisations des salariés ou celles des patrons. Les appels à la

« solidarité nationale » ne peuvent escamoter cette question décisive.

Parce qu'il ne veut pas faire payer les patrons, le gouvernement s'enferme dans l'impuissance et... repousse les décisions. Pire, il s'oriente dans le mauvais sens. Instituer un « im-

pôt chômage » pour les fonctionnaires (dont le rendement d'ailleurs sera faible : 3 milliards par an), c'est-à-dire faire payer des salariés. Réduire les allocations des « gros chômeurs » et organiser la « chasse aux faux chômeurs ». Bref, la guerre aux chômeurs et non au chômage.

A. A.

LE CNPF BLUFFE

Le CNPF fait grand bruit sur l'augmentation des charges sociales qui, depuis la victoire de Mitterrand, enlèverait toute « compétitivité à l'industrie française. Une étude de l'OCDE montrait que la France se trouvait au huitième rang des puissances industrielles en ce qui concerne le poids de ces charges sur le patronat. Les derniers chiffres établis par un organisme

très officiel de la CEE montrent que « les coûts salariaux n'ont pas augmenté en France plus que dans d'autres pays. En 1982, ils ont augmenté de 8,1 % au Danemark, de 6,6 % en RFA, de 6,8 % en France, de 8,8 % en Italie... Le CNPF bluffe et il se trouve des gens au gouvernement pour le croire.

●

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Ligue communiste révolutionnaire et les Jeunesses communistes révolutionnaires soutiennent l'initiative organisée par le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, et l'Association H.-Curiel,

« pour la liberté d'expression, contre tous les racismes », le vendredi 11 juin à 19 h 30 à la faculté de droit d'Assas.

Elles appellent tous les démocrates, les antiracistes et les antifascistes à participer nombreux à cette réunion, au moment où les travailleurs de Citroën et de Talbot démontrent que les problèmes de racisme et d'atteinte à la dignité humaine demeurent présents dans notre pays, alors que des nazillons nostalgiques prétendent encore empêcher la liberté d'expression à la faculté d'Assas.



Le projet de loi sur la réforme de la Sécurité sociale

LE Conseil des ministres du 9 juin a vu l'adoption du projet de loi sur la réforme des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, destinée selon Madame Questiaux à « démocratiser l'administration de la Sécurité sociale ». Ce projet sera déposé au Parlement au moment où, selon les déclarations de Delors, « il faudra choisir entre le maintien du salaire direct et celui de la protection sociale ». Mauroy, Rocard, Ralite et Fabius sont intervenus dans le même sens.

Derrière ces déclarations, on retrouve les affirmations patronales sur « l'insupportable fardeau » que constitueraient les charges sociales pour les entreprises.

Pourtant, au temps du gouvernement Giscard-Barre, PC et PS dénonçaient les patrons comme responsables du déficit de la Sécu. Aujourd'hui, avec les patrons, ils sont prêts à faire payer ce déficit aux travailleurs, soit en augmentant les cotisations, soit en diminuant le remboursement d'un certain nombre de soins.

Dans ce contexte, le projet Questiaux comporte trois aspects inacceptables :

— le maintien d'une présence des patrons (25 %) dans les conseils d'administration. Or la Sécu c'est l'argent des travailleurs. Les patrons qui en sont les pilleurs n'ont aucun titre à y figurer.

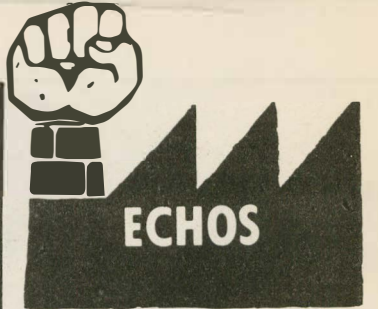
— Mais le deuxième point est encore plus grave. C'est le maintien du paritarisme, en fait de la direction patronale sur les URSAF et l'ACOSS qui sont les organismes chargés du recouvrement des cotisations. Au moment où les dettes patronales — plus de 17 milliards dont 6 au seul titre de l'année 1981 — sont responsables du déficit, Questiaux charge les patrons... de faire payer les patrons !

— Enfin, le projet de loi ne prévoit pas l'abrogation des décrets de mai 1960 qui ont instauré la tutelle gouvernementale, ce qui veut dire que les conseils d'administration, même à majorité ouvrière, pourront prendre les décisions qu'ils voudront : pour qu'elles soient appliquées, il faudra l'accord des hauts fonctionnaires ministériels.

Ces dispositions bafouent le droit le plus élémentaire des travailleurs de gérer leur argent par l'intermédiaire de leurs représentants élus. D'autant que se profile à l'horizon une résurgence des campagnes du temps de Giscard-Barre sur le gouffre de la Sécu. Verra-t-on réapparaître sous une nouvelle forme les dispositions de la sinistre loi Berger, alors que les mesures restrictives de cette époque n'ont toujours pas été abrogées, ainsi que la convention médicale 80 dénoncée par les partis de gauche et les syndicats CGT et CFDT et qu'on se prépare à reconduire quasiment sans modification.

C'est donc à une vaste campagne de défense de la gestion de la Sécu par et pour les travailleurs que les syndicats doivent s'atteler. Cela passe à l'évidence par la transformation du projet de loi Questiaux.

J. Carvel
A. Rochal



CREDIT AGRICOLE
(LYON)

Un délégué réintégré

Il y avait, fin 1981, 200 employés sous contrat à durée déterminée. L'un d'eux, qui avait plus d'un an d'ancienneté, était nommé délégué syndical par la CFDT. Trois mois plus tard, le 15 janvier, Gérard Weysse était licencié : la direction refusait de renouveler son contrat sans même demander l'autorisation de l'inspecteur du travail. Depuis, avec le soutien de ses collègues de travail, Gérard était revenu quotidiennement dans la boîte. A deux reprises, il était agressé par des cadres et traîné dehors par les pieds. Une lettre était adressée à tous les délégués, les menaçant de représailles. Malheureusement pour cette direction, des poursuites furent engagées au tribunal correctionnel pour entrave au syndicat CFDT. Les cadres contestaient la réalité du mandat syndical de Gérard ; ils se vident déboutés à deux reprises et condamnés à 2 000 francs de dommages et intérêts. Enfin, le tribunal des prud'hommes ordonna sa réintégration.

Dans le cadre de cette longue lutte contre le travail précaire, le Crédit agricole se voit contraint d'annoncer 88 créations de postes et de titulariser plusieurs dizaines de temporaires en cours de contrat. Une première victoire qui en appelle d'autres.

Pourtant, quelques questions vont maintenant se poser aux travailleurs. Pourquoi l'unité ne s'est-elle pas réalisée avec la CGT ? Pourquoi celle-ci s'est-elle obstinée à dénoncer la lutte comme minoritaire ? Pourquoi a-t-il fallu six mois et l'intervention des tribunaux pour faire respecter la loi dans une entreprise qui n'a pas été nationalisée à cause de son « caractère mutualiste » ? Pourquoi Edith Cresson, ministre de tutelle, a-t-elle répondu à un député qu'elle ne pouvait pas intervenir car le problème de l'emploi précaire au Crédit agricole restait du domaine de la négociation ?

Correspondant



LES NOTRES

Notre camarade Jacqueline Ferron (Lénaïg) est décédée brutalement la semaine dernière. Elle était militante de la LCR depuis mai 1981. Elle menait avec nous un combat syndical difficile depuis plusieurs années. Elle a été quotidiennement partie prenante des luttes et des batailles syndicales qui ont eu lieu à l'hôpital de Villejuif. La disparition brutale de Jacqueline est extrêmement douloureuse pour tous ses camarades de cellule. Nous aimerions avoir la force de continuer son combat. Nous envoyons un salut fraternel à sa famille
Cellule Hôpital psychiatrique de Villejuif.

TALBOT:

« Quand on serre trop un boulon, il casse »

La grève à Talbot a un goût de Citroën, mais en plus épicé ! Ici, les travailleurs ont imposé physiquement leur présence dans l'entreprise. L'occupation chez Talbot ? Quelle victoire contre la direction fasciste et ses nervis de la CSL-CFT !

Grâce à la détermination que leur a donné le sentiment de victoire chez Citroën, les travailleurs ont un rapport de forces encore plus important.

La presse de droite s'effarouche des heurts qui se sont produits. Mais il est juste et normal que les travailleurs utilisent la violence (eux qu'ils l'ont si souvent subie dans le groupe PSA), pour se défendre contre des gens qui ne comprennent que ce langage. Et il est inadmissible que des gens qui se disent « de gauche » renvoient dos à dos les grévistes et les nervis, en condamnant en bloc « les violences »

Dans cette grève où le rapport de forces est indiscutablement en faveur des travailleurs, le gouvernement a pris la lourde responsabilité de sauver la mise à la direction en

menaçant les grévistes de l'intervention de sa police ! Un véritable gouvernement au service des travailleurs aurait mis son poids dans la balance en nationalisant le groupe Peugeot SA dont fait partie Talbot, de manière à chasser cette direction pourrie. Avec des manœuvres et des belles phrases, c'est le contraire qu'est en train de faire ce gouvernement ! D'ores et déjà, cette grève même est une première victoire pour les travailleurs : celle de la dignité retrouvée. Mais il serait possible d'obtenir bien plus.

Maintenant, c'est la lutte qui imposera les revendications, c'est la lutte qui fera ravalier leur morgue aux nervis, mais c'est la lutte consciente qu'il faut aussi engager pour que le gouvernement soit du côté des travailleurs, au lieu de tendre la main aux patrons. L'exigence de tous doit être : pour le changement, il faut en finir avec cette direction, il faut nationaliser PSA !

F. C.

QUAND on serre trop un boulon sur une voiture, il casse. A Talbot, ils nous ont trop serrés, on a cassé ! C'est ce que disait un travailleur en montrant d'une main la carte de la CSL qu'il avait dû prendre, et de l'autre une feuille de paye qui mentionnait « à payer : 3 554 F » pour le mois de mai, ainsi qu'une quittance de loyer HLM qui, elle, mentionnait « à payer : 1 452 F » ! Une image en raccourci de l'univers Talbot au travers de la situation d'un père de trois enfants !

Avec sa gare à l'intérieur, Talbot-Poissy c'est une usine qui fait partie de la ville. 17 500 travailleurs y fabriquent presque toutes les gammes de la marque à la production. La plupart sont en 3 x 8. Depuis le rachat par Peugeot, c'est aussi la firme automobile aux salaires les plus bas. Ici on peut avoir 18 ans d'ancienneté à la chaîne et ne pas arriver à ramener 4 000 F à la fin du mois.

Alors, après Flins, les travailleurs en particulier immigrés, des chaînes 20 et 21 ont commencé à s'organiser pour revendiquer. Le sentiment de victoire chez Citroën a déclenché la mise en mouvement des travailleurs du B3, le plus gros atelier de l'usine.

Les nervis attaquent les travailleurs se défendent

Mercredi 2 juin après-midi, les premiers groupes de grévistes circulaient dans les allées. Jeudi matin, la grève s'étendait et le bâtiment était paralysé. Jeudi après-midi, la direction, avec plus de 1 500 nervis, décidait de donner l'assaut. Boucliers en plexiglass, casques, grenades lacrymogènes. Le grand jeu ! Mais contrairement à ce qui s'est passé à Citroën-Aulnay, les grévistes étaient décidés à rester. Ils repoussèrent les deux assauts. Devant cette défaite, la direction demandait au gouvernement de faire évacuer l'entreprise. Defferre va sommer les grévistes de se retirer de l'entreprise. Mais ceux-ci ne le sauront que par la télé car la CGT présentera la proposition de sortir de l'entreprise comme sa proposition ! Une première fois l'usine est donc évacuée alors que le rapport de forces est pourtant en faveur des travailleurs. Il est 12 h, vendredi 4 juin.

Dans le même temps, les discussions se sont ouvertes. Comme chez Citroën, la direction manœuvre pour gagner du temps.

La direction lockoute, la grève s'étend

Ces discussions vont durer. La direction propose un acompte sur la prime de vacances, que les travailleurs puissent accoler leurs jours de congés d'ancienneté au congé principal. Le médiateur du gouvernement s'en félicite. Il n'y a pas de quoi : on est loin du compte !

Pour le lundi, la direction annonce le lock-out de l'entreprise, soi-disant



pour vérifier le matériel !

Mardi 8, alors que la direction pensait pouvoir fatiguer les grévistes, c'est l'ensemble des grands ateliers qui arrêtent le travail. A 8 h, ils sont plus de 3 000 grévistes dont une très large majorité d'immigrés, en particulier marocains sur la seule équipe du matin !

La question de l'occupation de l'entreprise devient une perspective tout à fait raisonnable compte tenu

du nombre de grévistes. Là aussi, la direction va manœuvrer avec l'aide du gouvernement. Elle propose de faire évacuer les « non-grévistes » en échange de l'évacuation des grévistes. Defferre, toujours lui, répond positivement et menace une nouvelle fois de faire intervenir les CRS dont une vingtaine de cars stationnent devant l'usine, si les grévistes refusent. Quelques 400 non-grévistes sortent. Mais aussi plusieurs milliers de grévistes, toujours sur pro-

position de la CGT, qui refusera le micro à la CFDT qui proposait le contraire ! Le marché de dupes est éclatant à la sortie : tous les nervis de la direction, c'est-à-dire plusieurs centaines, sont restés dans l'entreprise !

La manifestation ira très loin dans la ville. Des militants de la CFDT proposent d'aller attendre l'équipe d'après-midi, ce que refuse la CGT. Finalement, tout le monde se retrouvera devant la mairie. Au début de la manifestation on apprenait que la direction proposait, comme à Citroën, 400 F jusqu'à la fin de l'année. Cyniquement, elle a d'ailleurs avoué que c'est l'augmentation qu'elle comptait donner d'ici là au vu de l'inflation. Les grévistes, eux, demandent 400 F tout de suite, en plus des augmentations régulières.

Evacuation ou occupation de l'entreprise ?

Mercredi 9, l'usine était toujours paralysée par la grève, et la question était de nouveau posée : occuper ou sortir ? La pression des travailleurs était si forte que les dirigeants de la CGT décidaient de rester dans l'entreprise

Les négociations devaient reprendre avec la direction. Allait-elle accepter une commission comme à Citroën ? Ferait-elle de nouvelles propositions sur les salaires en échange d'une « subvention » du gouvernement ?

Quoi qu'il en soit, les travailleurs étaient déterminés à aller jusqu'au bout comme ils le scandaient dans la manifestation.

Frédéric Castello

Dernière minute : Les flics font évacuer les grévistes. Il est clair que vu l'importance de ce conflit, cette décision a été prise à un haut niveau.

F. L.

INCROYABLE, MAIS VRAI

Des entreprises nationalisées ont financé la caisse anti-grève de Citroën

DEPUIS 1972, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), dispose d'une caisse antigreve qui fonctionne particulièrement bien.

Comme l'explique le Canard enchaîné du 2 juin, les patrons versent « une cotisation annuelle calculée en fonction du nombre de leurs salariés et de leurs traitements (...) : deux pour mille du total des salaires bruts versés par l'entreprise. Soit en moyenne 150 francs par salarié (...) En 1981, cette caisse "antigrève" a ainsi récolté les cotisations d'entreprises regroupant près de 1 200 000 salariés. Le total est facile à établir : le budget de cette caisse quasiment noire du patronat devait

atteindre près de 18 milliards de centimes.

« En cas de conflit social, la caisse de l'UIMM reverse à l'entreprise concernée 60 % de la masse salariale que celle-ci aurait dû payer à ses employés durant la grève... » Exemple : une entreprise qui a versé 170 000 000 francs de salaires et de traitements en 1981 paye 340 000 francs de cotisation à la caisse antigreve. Si elle subit un mois de grève, elle touche 8 400 000 francs...

Le Canard enchaîné révèle que cette caisse noire a servi durant la dernière grève de Citroën.

Il ajoute : « Paradoxe des paradoxes : cette très secrète caisse antigreve est aujourd'hui alimen-

tée pour une bonne part par les cotisations des entreprises nationalisées comme la CGE, PUK ou Thomson. Ce qui apparemment ne trouble personne, ni les tenants de la libre entreprise comme ceux de Peugeot ou de Citroën, ni les nouveaux patrons fraîchement nommés des "nationalisées". Ces péchés roses ou discrètement rosés ont d'ailleurs annoncé que leurs entreprises continueraient à payer ces cotisations très spéciales. »

Les syndicats de ces entreprises ne peuvent laisser de prolonger une telle situation sans réagir. Ils doivent exiger que toute les nationalisées quittent immédiatement le CNPF.

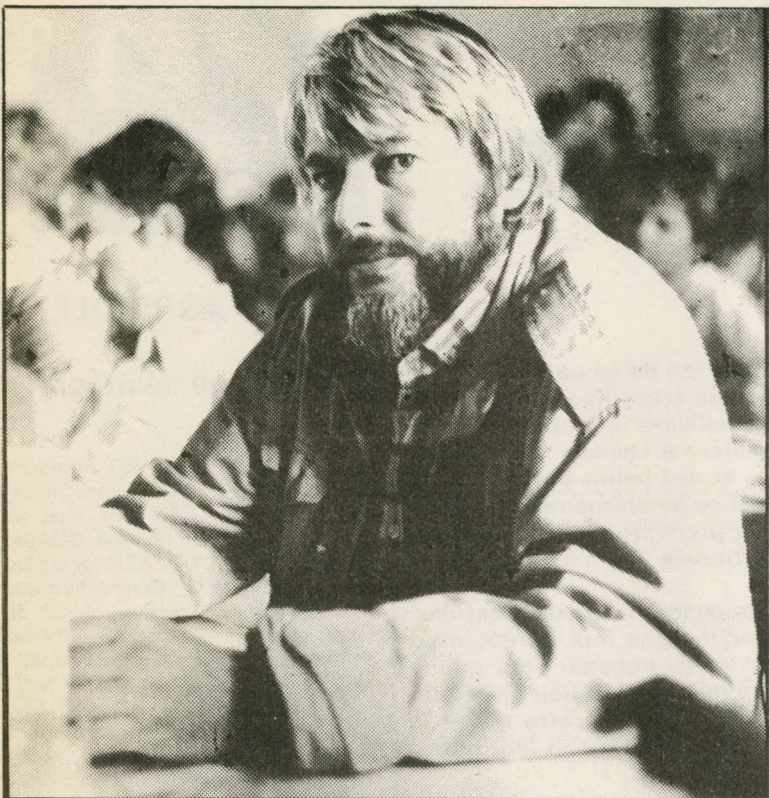


Photo Bernard Nowak

Daniel Torquéo au Congrès de Metz

A l'issue du congrès confédéral CFDT de Metz, il vaut la peine de donner largement la parole à Léon Dion et Daniel Torquéo, dirigeants de la fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile).

Ils expriment les réalités d'une branche où les petites entreprises sont nombreuses. Avec pour points communs les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, les fermetures et licenciements.

Ils se situent dans la continuité de la fédération Hacuitex, dont l'apport a de longue date marqué la CFDT : dès avant 1968, par exemple, Hacuitex défendait l'expropriation des capitalistes et l'autogestion ; elle s'opposait ainsi aux idées de « contre-plan » intégré au système capitaliste défendu par Maire (de la fédération chimie) et par le PSU de Michel Rocard.

Devant la crise capitaliste et contre la gestion « réaliste » de l'austérité, ils maintiennent et adaptent les analyses de Fredo Krumnow, ancien dirigeant d'Hacuitex mort en 1974 : « Chaque fois que les organisations, au lieu de faire écran, font appel aux masses, les résultats sont extraordinaires. Oui, la classe ouvrière française est mûre pour combattre et même pour être une classe dirigeante (...) Nous prenons une grave responsabilité quand, au lieu d'approfondir cette conscience, qui est une conscience politique de classe, nous lui faisons faire un pas en arrière, nous la restreignons dans un cadre purement syndical. » (1)

● Ton élection au bureau national contredit le vote sur les candidatures du conseil national qui avait préparé le congrès...

Daniel Torquéo — En ce qui concerne le fonctionnement démocratique, il ne faut jamais oublier le décalage entre la composition du conseil national et la représentation directe des syndicats au congrès. André Renard (permanent de Roubaix-Tourcoing, NDLR) a bien montré à la tribune à Metz que le Nord vote toujours de façon monolithique au conseil national alors qu'il y a au moins 40 % des mandats en désaccord.

● Mais quel sens politique précis a donc ton élection ?

D. T. — L'orientation confédérale suscite de plus en plus d'opposition au sein de certains syndicats. Et beaucoup d'autres ont des inquiétudes et des réserves. La confédération, cependant, tient un discours mélangeant des références à la lutte des classes et la volonté d'un « réalisme nécessaire devant la crise ». Si on voit les votes, ce discours passe bien. Mais en même temps, il entraîne des inquiétudes qui viennent renforcer le poids des opposants.

Pour comprendre, détaillons un peu ces diverses réalités. Il y a le courant animé par la LCR ; cela n'a rien d'une attaque de ma part : c'est la réalité. Minoritaire, la démarche de ces camarades se fait au sein du syndicat en accord avec une cohérence politique d'ensemble. Il y a une autre démarche, qui est celle de la fédération Hacuitex et de beaucoup d'autres secteurs de l'organisation :

à partir de l'expérience pratique, les désaccords s'approfondissent avec la direction confédérale dont les choix vont à l'encontre du congrès d'Issy-les-Moulineaux (1970), à l'encontre de l'orientation qui consiste à préparer la prise du pouvoir par les travailleurs au travers des luttes de classe et de masse.

A ces différentes composantes tendent à s'ajouter les forces des camarades qui pensent que l'orientation de la direction confédérale correspond seulement à « une adaptation tactique ». Ils se mettent en effet à craindre que, de loin en loin, les adaptations tactiques amènent à l'abandon de la stratégie de lutte de classe. Ces syndicats acceptent le souci de « réalisme » devant la crise et « pour ne pas gêner le gouvernement et ne pas faire le jeu de la droite ». Mais, en même temps, ils sont méfiants par rapport à une déviation qui amènerait la CFDT à avoir seulement l'ambition de prendre une place au sein du système capitaliste.

Léon Dion — Dans le vote sur le bureau national, des syndicats devenus méfiants ont voulu dire à la confédération : « Attention ! pas trop loin dans cette adaptation au système ! » Et ce n'est donc pas non plus un hasard si Lichtenberger (2) et Jusiaux (3) ont été raturés : ils sont ressentis comme d'anciens opposants qui en rajoutent dans leur zèle à défendre le « recentrage ».

D. T. — Léon Dion avait dit à Brest que « le recentrage » était « l'intervention du rocardisme dans la CFDT ». Les trois ans écoulés ont montré que c'était la réalité. De

nombreuses inquiétudes, du coup, se sont fait jour dans l'organisation.

● Pouvez-vous résumer vos critiques à l'orientation confédérale ?

D. T. — On peut à l'évidence critiquer le fonctionnement au nom de la démocratie. Mais nous ne devons pas nous en tenir là. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Ce fonctionnement, en effet, introduit une difficulté à mener le débat. Il est très utile pour masquer un changement de ligne : en interdisant une vraie discussion, la direction confédérale freine les prises de conscience.

En même temps, on n'a jamais vu, dans la presse, autant d'attaques contre les idées révolutionnaires. Y compris dans la presse de gauche qui défend « le réalisme » gouvernemental. On doit parler en fait d'une campagne idéologique antimarxiste...

Ceux qui refusent le maintien du capitalisme sont accusés : « Ils n'ont pas compris, nous répète-t-on partout, qu'il fallait s'adapter. » Au milieu de tous ces discours, on ne voit plus ce qui fonde le capitalisme et le socialisme. Ainsi, dans la résolution du congrès de Metz, on ne parle plus de la conquête des moyens de production mais de celle des « lieux de pouvoir ». Un flou complet brouille l'analyse : qu'est-ce qui fait le capitalisme ? Faut-il changer les mentalités au lieu de prendre le pouvoir ?

La thèse essentielle que la direction confédérale veut faire passer sans débat nie la lutte des classes. En résumé, on nous propose de faire comme si la classe ouvrière pouvait conquérir des pouvoirs et arriver ainsi, de l'intérieur même du système, à un changement de société ; le changement de propriété des moyens de production deviendrait quasi automatique et tout à fait secondaire. La notion même de propriété disparaît.

Nous ne pouvons pas être d'accord : si on est anticapitaliste, on

doit savoir qu'il faudra se battre pour la propriété des moyens de production, savoir que la bourgeoisie se défendra et que seule la lutte pourra briser sa résistance.

● On est là à l'opposé de l'orientation de Maire, qui a voulu ridiculiser les idées de lutte de classe en parlant de « Merlin l'enchanteur » et de la « fée Carabosse »...

D. T. — Ce que veut dire Maire, c'est qu'il faut s'adapter au système. Du coup, « Merlin l'enchanteur » qui veut défendre les revendications, amène la « fée Carabosse », c'est-à-dire les faillites et l'échec économique.

Mais l'organisation syndicale s'enferme ainsi dans une contradiction complète. On se dit anticapitaliste et en même temps on ne se soucie que de réduire les revendications, et par

« On nous dit de faire des concessions... Mais tout recul de la classe ouvrière est une avancée de l'adversaire de classe. » (Léon Dion)

là même les luttes, pour ne pas créer de difficultés supplémentaires au capitalisme.

La conséquence ? L'avenir proposé, à court et à long terme, est enfermé dans le capitalisme.

Mais il y a de quoi bondir en entendant parler de « fée Carabosse » et de « menace du protectionnisme » sous le prétexte que 35 % de la production française va à l'exportation. C'est là un discours de gestion capitaliste. En réalité, il peut y avoir une autre politique commerciale internationale : pourquoi, par

exemple, accepter de signer « l'accord multifibres » (4) avec des pays comme Taiwan et la Corée du Sud qui interdisent tout droit syndical ?

Nous ne savons que trop, dans notre branche, où mène le « respect du jeu de la concurrence » : quand on nous dit qu'une revendication salariale peut entraîner un dépôt de bilan, nous comprenons bien que, si cette entreprise est aussi fragile, de toutes les façons elle se cassera la gueule à cause de la logique du système capitaliste.

Nous savons aussi où nous mènent les discours de la confédération. Apparemment, c'est simple : on va aller revendiquer, personne ne dénoncera notre égoïsme ou nos privilèges puisqu'on est mal payés dans nos entreprises. Mais on connaît la suite : les patrons vont nous dire non d'une main, et dans l'autre ils auront le discours confédéral.

L. D. — On n'invente rien ! Les filles des Etablissements Albert, aux Herbiers (en Vendée) ont vu leur patron reproduire les déclarations d'Edmond au Club de la presse et les distribuer en tract pour défendre « la modération des revendications salariales ». Pour ne pas être « irréalistes », nous en venons vite à l'impossibilité de revendiquer si cela est trop dur pour le patron. Cette orientation ne peut amener qu'une aggravation des inégalités.

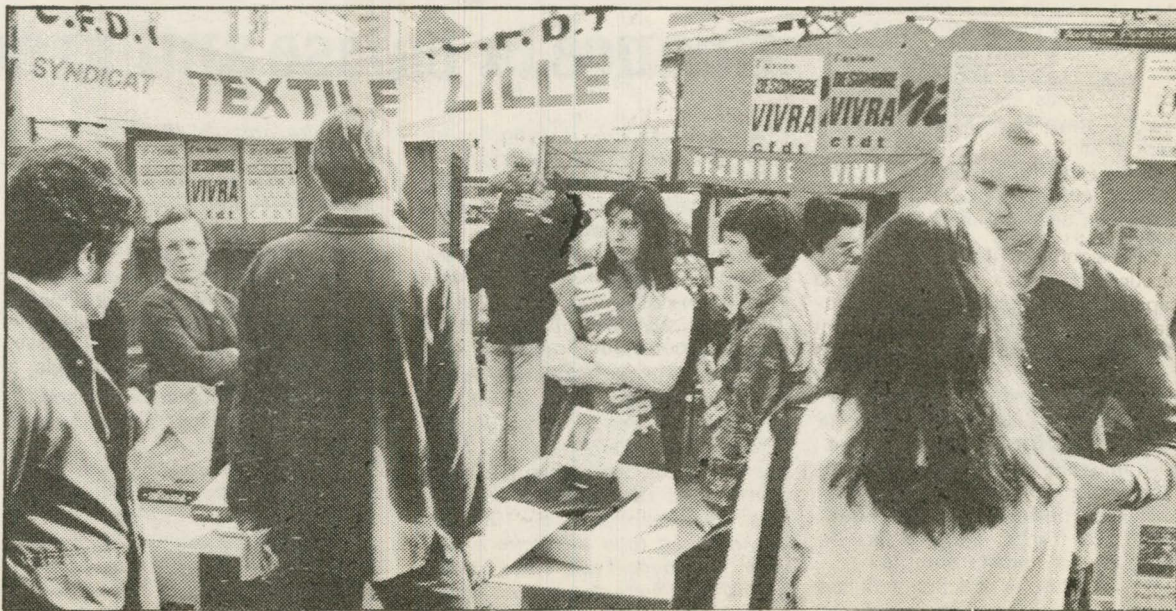
D. T. — Si on se situe dans le système, devra-t-on revendiquer des baisses de salaire pour être compétitifs face à la concurrence du Sud-Est asiatique ?

L. D. — On nous dit de nous adapter aux propositions d'aménagements patronaux des horaires et des conditions de travail pour « intervenir dans les transformations ». On nous propose d'accepter la modulation des horaires ; mais les accords ne prévoient pas, en pratique, les moyens de contrôle pour les organisations syndicales ! On nous dit

INTERVIEW DE DANIEL TORQUEO

« La mobilisation de salaire reste

● Les dirigeants de la fédération Hacuitex-CFDT tirent les leçons du congrès de Metz, précisent leurs analyses et les perspectives de la minorité



ET LEON DION

pour les 35 h sans perte à l'ordre du jour »

de faire des concessions... Mais tout recul de la classe ouvrière est une avancée de l'adversaire de classe.

● **Rejeter la gestion de l'austérité n'a de sens qu'en répondant à une autre question : quel processus de mobilisation développer contre les attaques patronales ?**

D. T. — Maire dénonce « Merlin l'enchanteur » et se présente comme l'anti-illusionniste. En réalité l'illusion c'est de croire et de faire croire que le capitalisme peut s'autoréformer. La revendication, une illusion ? Pas du tout. L'illusion c'est de croire qu'on pourra s'en sortir sans mettre à bas le capitalisme.

Cette perspective, le socialisme, se heurte cependant à une difficulté : nous portons le poids de l'histoire, de l'échec du « socialisme réellement existant », dans les pays de l'Est (Pologne, URSS, etc.), mais aussi en Chine, et aussi des difficultés du Vietnam et de Cuba... On ne voit pas de modèle, ou du moins un exemple de pays en passe de réussir.

Du coup, on nous présente toutes

« Parce que nous avons conscience du poids de la crise nous efforcerons de montrer le lien entre les revendications et un autre système, le socialisme autogestionnaire. » (Daniel Torquato)

les atteintes aux libertés et les échecs économiques comme les conséquences de la collectivisation.

Devant ces arguments qui servent le capitalisme, personne ne parle assez fort pour rappeler la réalité du sous-développement, de la famine d'immenses régions du monde, alors que cela découle de la gestion par le capitalisme. Certains, au contraire ont pu nous présenter — au titre de la solidarité internationale... — la proposition d'accepter le départ de certaines branches de production. Faire un tel choix serait oublier la nature, la réalité du capitalisme. Par exemple, pour le coton, il n'existe que quinze multinationales (8 américaines, 2 japonaises, 5 européennes).

L. D. — Comment, devant ces réalités, prétendre « inscrire positivement les patrons dans le changement », comme nous le proposait le projet de résolution présenté par la direction confédérale pour Metz ?

D. T. — Cependant, la mobilisation pose un réel problème : parce qu'il y a la réalité de la crise. Si on revendique et si on mobilise, on ne sait pas où on va aller. Car le système capitaliste, aujourd'hui, ne peut sans doute pas satisfaire l'ensemble des revendications. D'où un accroissement de la crise s'il y a des luttes revendicatives...

Cela signifie qu'il y a un risque de retour de la droite, ou à l'opposé la capacité de préparer une issue socialiste en donnant dès maintenant des prolongements anticapitalistes aux revendications.

Mais, dans la CFDT, on a peur que la marche au socialisme conduise au goulag. Cela explique en grande partie la peur de mobiliser : dès la nuit du 10 mai, à la Bastille, on sentait chez certains la crainte d'une mobilisation de masse comme en 1936.

L. D. — La conséquence de cela

dans les débats de la CFDT est visible : aujourd'hui où on pourrait parler concrètement de la transition au socialisme, on n'en parle plus, alors qu'on en a débattu au congrès d'Anancy en 1976.

● **Par quel bout prendre le problème ?**

D. T. — Nous allons réaffirmer les revendications. Et mobiliser. Nous n'allons pas nous contenter des droits nouveaux octroyés par la loi Auroux mais nous efforcer de développer une pratique de masse dans les entreprises.

L. D. — Cela ne signifie pas que nous ignorons la réalité : nous savons que partout les discours patronaux ou réformistes sur la crise pèsent sur la mobilisation des travailleurs ; nous savons que des travailleurs de Boussac-Saint-Frères disent que « ça aurait pu arriver trois ans plus tôt »...

D. T. — C'est justement parce que nous avons conscience du poids de la crise que nous nous efforçons de montrer le lien entre les revendications et un autre système, le socialisme autogestionnaire. Cela doit se traduire par une mobilisation dans les entreprises ; mais aussi par une organisation des chômeurs.

● **Que pensez-vous, dans cette situation, de l'action de la majorité PS-PC et du gouvernement ?**

D. T. — Le gouvernement, immergé dans le système, subit les pressions du patronat et des couches de professions libérales et autres privilégiés. Pour résumer, on peut dire que le gouvernement essaie de ne pas désespérer la rue Pierre-1^{er}-de-Serbie (siège du CNPF, NDLR). Il y a eu trop de reculades : sur les droits de travailleurs, sur le SMIC, sur les 35 heures, sur les dirigeants des entreprises nationalisées... Pour celles-ci, il n'aurait fallu mettre que des gens politiquement sûrs. Or, un Gandois, par exemple, (P-DG de Rhône-Poulenc maintenu à son poste par Dreyfus, NDLR) ne sera jamais un homme de gauche ; il utilisera le pouvoir qui lui est laissé contre les travailleurs.

Les leçons du Chili, si on veut faire cette comparaison, semblent ne servir à rien à la majorité actuelle : l'une des graves erreurs de l'Unité populaire a été de laisser le pouvoir à des militaires en qui on ne pouvait pas avoir confiance... Aujourd'hui, en France, le gouvernement nous parle de « guerre économique », mais il confie les directions des entreprises nationalisées à des hommes de confiance des milieux patronaux.

Cependant, quand on critique le gouvernement, on s'entend répondre : « Où est la pression populaire ? Le syndicat doit d'abord s'occuper de mobiliser. » Nous sommes bien d'accord pour mobiliser mais nous ne sommes pas d'accord avec cette façon de masquer les responsabilités gouvernementales. Un gouvernement de gauche n'a pas été mis en place pour rien. Il doit légiférer à gauche, en s'appuyant sur les gens qui ont porté cette majorité au pouvoir. Et d'ailleurs, si le gouvernement légiférait de façon plus déterminante en faveur des travail-



Le 28/07/80 manifestation des travailleurs turcs

leurs, ceux-ci se mobiliseraient bien davantage.

● **Une partie de la CFDT critique l'orientation. Quelles perspectives peut-elle avoir ?**

D. T. — Dans l'immédiat, c'est la question la plus difficile. Nous sommes l'une des fédérations qui a posé le plus clairement les problèmes sur le rôle du syndicalisme : pour rejeter le recentrage, l'institutionnalisation du syndicat, pour défendre l'indépendance du syndicat et une orientation de lutte de classe.

Mais on ne peut pas se contenter de poser le problème sans y répondre sous forme d'axes de mobilisation. Dans nos branches, c'est le refus de subir l'austérité, le refus des pertes de salaire et de la modulation du temps de travail, le refus des suppressions d'emplois. Il nous faut donc appeler les travailleurs à se battre.

Cependant, nous ne sommes pas la confédération : lorsque notre fédération appelle à l'action, cela n'a pas le même impact national. Si la confédération avait eu sur les 35 heures la même volonté mobilisatrice que pour la solidarité avec Solidarnosc, cela aurait changé la situation, la mobilisation aurait été possible, elle aurait forcé la CGT à s'y mettre aussi. Entendons-nous bien : nous n'avons pas hésité une seconde dans le soutien aux travailleurs polonais, au contraire. Mais nous regrettons que la même chose n'ait pas été faite pour les 35 heures, avec tous les moyens matériels de la confédération (articles de presse, badges, tracts, affiches, appels à manifester...)

● **Plus largement, comment le débat peut-il se poursuivre ?**

D. T. — S'il y a des désaccords, il faut que les diverses structures syndicales prennent les moyens pour les exprimer dans tous les instances

de la CFDT. C'est l'exercice du débat démocratique.

● **Peut-il y avoir une homogénéisation, l'affirmation d'une minorité ?**

D. T. — Un gros tiers du congrès de Metz se retrouvait sur les positions minoritaires. Lorsqu'il s'agira de la mise en pratique de l'orientation, certains qui ont voté pour le quitus vont réagir. Ils n'accepteront pas facilement de voir des revendications limitées. Devront-ils critiquer au nom du réalisme une entreprise en lutte ou au contraire faire tout pour la soutenir ? Ils réagiront d'autant plus qu'il y a des propositions concrètes, autres que celles de la confédération, avancées par des secteurs de l'organisation. Tout cela se verra dans la pratique, autour des revendications et de la nécessité de l'unité dans l'action.

● **Les exemples risquent de venir très vite. Ainsi la question de la cotisation-chômage des fonctionnaires...**

D. T. — C'est un projet qui passe bien dans les boîtes du privé : « Les fils de fonctionnaires ne touchent-ils pas des fonds de l'Assedic s'ils sont chômeurs ? »

Pour notre part, fédération Hacu-tex, nous sommes opposés à cette idée de faire payer les fonctionnaires. Nous pensons à de tout autres propositions : la fiscalisation du secours aux chômeurs par exemple, avec une réforme des impôts pour qu'ils soient payés par ceux qui sont véritablement riches... Cependant, il appartient aux fédérations de fonctionnaires de s'exprimer : ils sont les premiers concernés alors que nous ne le sommes pas.

Quant à savoir l'avenir d'une possible minorité... C'est à partir de la pratique syndicale, les revendications et l'action de tous les jours, que les faits montreront si les contestations qui se sont montrées à

Metz sont une minorité cohérente ou pas.

● **Pour préciser ses axes, la minorité doit cependant prendre en compte les déclarations de Maire à la presse affirmant que le vote sur la compensation salariale jusqu'à deux fois le SMIC n'était qu'indicatif... (5)**

L. D. — La confédération souhaite que les fédérations qui voudront faire faire plus de sacrifices aux travailleurs signent des accords sur la compensation à une fois ou une fois et demi le SMIC. Mais, au nom du fédéralisme, cela signifie aussi que nous en resterons à nos revendications : pour nous, c'est la mobilisation pour les 35 heures sans perte de salaire qui est actuellement à l'ordre du jour.

En revanche, échaudés par les suites du congrès de Brest, nous souhaitons que la direction confédérale ne transforme pas les mandats du congrès de Metz, même sur un point où cela ne correspond pas à ses vœux.

Propos recueillis par Pierre Rème

1) Extrait d'une interview, reproduite dans « La CFDT au cœur » p. 166, éd. Syros.

2) Lichtenberger : responsable national de la fédération services livres ; rallié à Maire en 1978 après avoir été un opposant.

3) Jussiaux : dirigeant de la CFDT de la région Franche-Comté qui a parcouru beaucoup de chemin depuis les mobilisations autour de Lip...

4) L'accord multifibres fixe les conditions du commerce international pour l'ensemble des produits textiles-habillement.

5) Deux amendements étaient en présence au congrès, que la confédération voulait rejeter : l'un demandait que, en cas de diminution du temps de travail, les salaires soient intégralement maintenus jusqu'à six fois le SMIC revendiqué, l'autre mettait la barre à deux fois le SMIC revendiqué (soit 3 900 F x 2 = 7 800 F).

BELLA PERPIGNAN

LE GOUVERNEMENT ACCEPTÉ 560 LICENCIEMENTS

• Les travailleuses refusent et décident de vendre des poupées au service de la lutte

Depuis le 4 juin 1982, pour le gouvernement, il n'y a plus de « problème Bella ». Les syndicats qu'il a nommés ont liquidé les biens de l'entreprise, prononcé le licenciement de 560 personnes. Ils comptent en faire partir 100 en préretraite... en ne garantissant rien aux 300 qui restent.

10 milliards pour un patron aux dents longues

En effet, le gouvernement remet clefs en mains l'usine à un patron aux dents longues, Berchet (Berchet-Jouef d'Oyonnax) avec en prime une enveloppe de 6 milliards pour qu'il ait un fonds de roulement et d'investissement, généreusement accordé par les banques nationalisées.

L'ensemble du coût de l'opération est de 10 milliards, en incluant les primes de licenciement, une formation bidon pour 150 personnes... et le trou de 1,5 milliard prévu par Berchet en 1982. Tout cela payé avec l'argent des travailleurs pour ne garder seulement au maximum que 80 à 100 travailleurs sur 960 aujourd'hui.

Car au fond, ce patron n'a qu'un but : saisir l'occasion de Bella pour se construire gratuitement une petite unité de production de jouets électroniques qu'il comptait mettre sur pied. Le gouvernement lui offre cela sur un plateau d'argent. Il aurait tort de refuser.

Là où on voit tout le mépris pour les travailleurs qu'ont ceux qui ont pris cette décision, c'est qu'ils le font alors que ceux de Bella s'opposent majoritairement à cette solution, et que le CE est contre cette solution. Pour essayer de faire passer la pilule, le gouvernement essaie carrément de tromper les licenciés en leur faisant miroiter des créations d'emplois avec l'ouverture d'un hypermarché en... août 1983.

L'affaire Bella le confirme : pour Mauroy et Delors, la



Le 27 avril 1982, les employés des poupées Bella étaient déjà montés à Paris

défense de l'emploi, c'est d'abord la défense des profits des patrons, même si, comme à Bella, ils doivent s'opposer à l'exigence de ceux qui les ont élus et qui ont fait tourner cette usine depuis des années.

Les huissiers et la police contre les grévistes

Aussi, depuis une semaine, le gouvernement voudrait ne plus entendre parler de Bella. Il envoie sa police très vite pour qu'ils se taisent, forçant la porte de la boîte pour faire sortir les syndicats séquestrés, refoulant les Bella à Font-Romeu quand ils veulent voir Mauroy et ne sont finalement reçus que par quelqu'un de son cabinet disant : « Je n'y peux rien, je ne suis pas ministre. »

Allez parler de « gouvernement de gauche » aux femmes de Bella ! Pour l'instant ce qu'elles en voient, ce sont les syndicats, les huissiers et la police... Les élus du PS n'osent plus mettre les pieds à l'entreprise et les rares élus du PC qui le font en prennent doublement pour leur grade : « Avant le 10 mai, vous gueuliez contre les patrons, aujourd'hui, vous vous écrasez

comme les autres. » Les militants de la LCR, eux, montrent bien que l'essentiel c'est l'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations autour de Bella. Les militants socialistes et communistes ne peuvent pas admettre cette politique du gouvernement qui accepte les licenciements et menace d'expulser les grévistes, pour que Berchet s'installe.

Les Bella ont toujours le soutien, dans les Pyrénées-Orientales, de l'UD CGT, de l'UD CFDT, de la LCR, du PC, du PSU et des anarcho-syndicalistes. Le syndicat CGT mobilise avant le 9 juin pour expliquer à tous les Bella la situation, exiger le maintien du plein emploi et continuer à grande échelle la production des poupées comme moyen de lutte pour impulser la réouverture de négociations.

Une solution existe : la nationalisation de Bella

Les Bella refusent les licenciements. Ils avancent une autre solution qui ne coûte que deux milliards et permet de garder tout le monde. Puisque c'est l'Etat et les banques nationalisées qui sont prêts à mettre tant d'argent, au lieu de faire appel à un patron qui ne cherchera que son profit, que l'Etat prenne Bella sous sa responsabilité en créant une entreprise publique !

Cette entreprise pourrait être reliée directement aux entreprises nationalisées de la chimie qui pourraient être ses fournisseurs en matières premières. Cette solution, il faut obliger le gouvernement à l'adopter. Aujourd'hui, l'avenir de la lutte dépendra de la solidarité des travailleurs de tout le pays avec Bella. Les commandes de poupées et les télégrammes de solidarité exigeant la reprise des négociations doivent se multiplier. Les travailleurs de Citroën ont déjà commandé 1000 poupées. Dans toute la France, les militants de la LCR seront au premier plan de ce combat.

Correspondant

• Commandez des poupées de lutte à Bella : Comité d'occupation, 193, avenue du Languedoc 66000 Perpignan, tél : (68) 61 24 84.

Redémarrage d'Elastelle mais la lutte continue

DEPUIS le mois d'octobre 1981, le personnel d'Elastelle est en lutte pour défendre son emploi. Il y avait au début 241 salariés. Face à la fermeture, 5 000 personnes du Puy ont exigé la nationalisation de l'entreprise. Après une lutte longue et dure (grève de la faim, occupation de la préfecture et du tribunal de commerce, huit montées à Matignon dont deux avec l'ensemble du personnel), le gouvernement avait pris l'engagement de garantir l'emploi. Mais plutôt que de créer une entreprise nationalisée, le gouvernement a cherché un entrepreneur privé. Ne trouvant pas de candidat, c'est avec des fonds publics (4 milliards de centimes) qu'une nouvelle société s'est constituée. Le « repreneur » est donc devenu propriétaire de l'usine sans déboursier un seul centime. Il reprend 150 personnes, d'autres seront en formation, en chômage total ou partiel payé par l'Etat. Neuf seront en préretraite.

Il reste donc 45 licenciés. Pour éviter qu'ils soient chômeurs, le gouvernement les a mis en formation en s'engageant à les reclasser. Mais, pas plus que pour les engagements précédents, il n'est sûr que celui-ci sera tenu.

Un premier bilan de cette lutte peut être tiré. Sans l'action des travailleurs, Elastelle serait fermé depuis octobre. Le redémarrage d'une entreprise est un problème politique : seul le gouvernement peut l'imposer. C'est ce qu'ont compris les travailleurs en s'adressant systématiquement à Mitterrand, Mauroy, Joxe, Lajoie.

Cette lutte de huit mois, qui montre une profonde combativité, éclaire aussi les choix des directions ouvrières. En huit mois, il n'a pas été possible, à cause de la direction de la CGT, de sortir un tract commun. Tous les appels ont été séparés. L'UD CGT critiquait ceux qui inter-

pellaient le gouvernement alors que, selon elle, c'était Giscard et Barrot (député de la Haute-Loire et ancien ministre de la Santé, les responsables de cette situation, qu'il aurait fallu interpellé. Après avoir parlé d'action, elle reprochait les actions dures et l'exigence de nationalisation avancée « sans analyse sérieuse ». Elle parle aujourd'hui de grande victoire, comme le PC d'ailleurs.

La CFDT, localement, et la fédération Hacuïtex ont soutenu la lutte. La CFDT dit que les cadeaux au patronat ne sont pas des moyens de lutte contre le chômage. Mais la confédération, elle, a seulement fait une lettre au ministre de l'Industrie pour demander « qu'une enquête soit menée pour savoir si les licenciements sont justifiés ou non » !

Un des mots d'ordre les plus repris, « le 10 mai, on a gagné, c'est pas pour être licenciés », démontrait l'encouragement qu'a été le changement de gouvernement. L'action a permis des engagements précis sur Elastelle. Mais pour l'emploi, on ne peut satisfaire à la fois les patrons et les travailleurs. Le gouvernement a préféré se soumettre au diktat du repreneur qui ne voulait que 150 emplois et un don de quatre milliards anciens plutôt que de créer une entreprise publique en gardant tous les emplois.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'unité des conflits pour l'emploi et contre les fermetures patronales, car une lutte, aussi exemplaire soit-elle, ne peut vaincre seule. Ce qui est en jeu, c'est vaincre le patronat et que le gouvernement rompe avec les patrons.

La lutte continue à Elastelle pour le réembauchage de tous. Le lendemain du redémarrage tous, licenciés ou non, sont allés occuper la préfecture une nouvelle fois. Pendant leur stage, les licenciés continueront de se voir régulièrement.

FIN DE LA GREVE A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : « On a perdu une manche, mais la partie reste à jouer »

Engagé depuis le 22 mars, le conflit de la Société générale s'est terminé — provisoirement ? — le lundi 7 juin à Paris.

Le personnel est décidé à reprendre la lutte dès que possible pour obtenir les garanties qu'il exige en matière de salaires et d'effectifs, mais aussi pour défendre ses acquis. En effet, Mayoux, l'administrateur général de la banque, a déclaré à la presse souhaiter la suppression du décret de 1937 (celui-ci impose deux jours de repos consécutifs) et considérer comme inéluctables des suppressions d'emplois liées à l'introduction massive de la bureautique. Ces projets d'un P-DG pourtant nommé par le gouvernement sont des plus inquiétants.

« C'est chez Delors que ça se décide ! » : les grévistes ont décidé de s'installer cinq jours durant devant le ministère des Finances. Aucun engagement n'est venu du ministre. Comme Mayoux, Delors s'est abrité derrière le « constat de négociations » signé par FO et la CGT, et qui entérine le maintien des employés dans les coefficients les plus bas durant des années.

Le climat de la reprise du travail n'est pourtant pas à la défaite : « On a perdu une manche mais la partie

reste à jouer. » Il s'agit maintenant de souder l'unité entre grévistes et non-grévistes pour préparer des luttes plus massives à la rentrée contre l'austérité façon Delors-Mayoux.

A la Caisse d'épargne d'Annecy

Dix semaines de grève, suivie par 85 % du personnel, à la Caisse d'épargne d'Annecy. En décidant la suppression d'une prime de bilan, la direction veut amputer de 8 % le pouvoir d'achat des employés ! Monsieur Glo, président du conseil d'administration de la caisse et véritable sous-marin du CNPF, est à l'origine de cette attaque contre les travailleurs. Ceux-ci ont d'ailleurs occupé la chambre patronale à plusieurs reprises. A la mi-mai, ils étaient évacués brutalement par les flics de leurs locaux occupés. Mercredi et vendredi derniers eurent lieu un rassemblement interprofessionnel et une nouvelle occupation de la chambre patronale.



► SOMMET DE VERSAILLES

La sanction des rapports de forces entre impérialismes

SUCCES ou échec, le sommet de Versailles? L'un de ses objectifs majeurs était de parvenir à une nouvelle cohésion du camp occidental à un moment où la récession actuelle engendre une exacerbation des contradictions entre puissances et une situation de guerre économique à outrance. « Nous avons accompli de réels progrès, mais ce n'est pas suffisant », indiquait François Mitterrand à l'issue des travaux. Ce constat sybillin traduit bien le fait que la réunion des sept chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays industrialisés s'est bornée à sanctionner les rapports de forces internationaux.

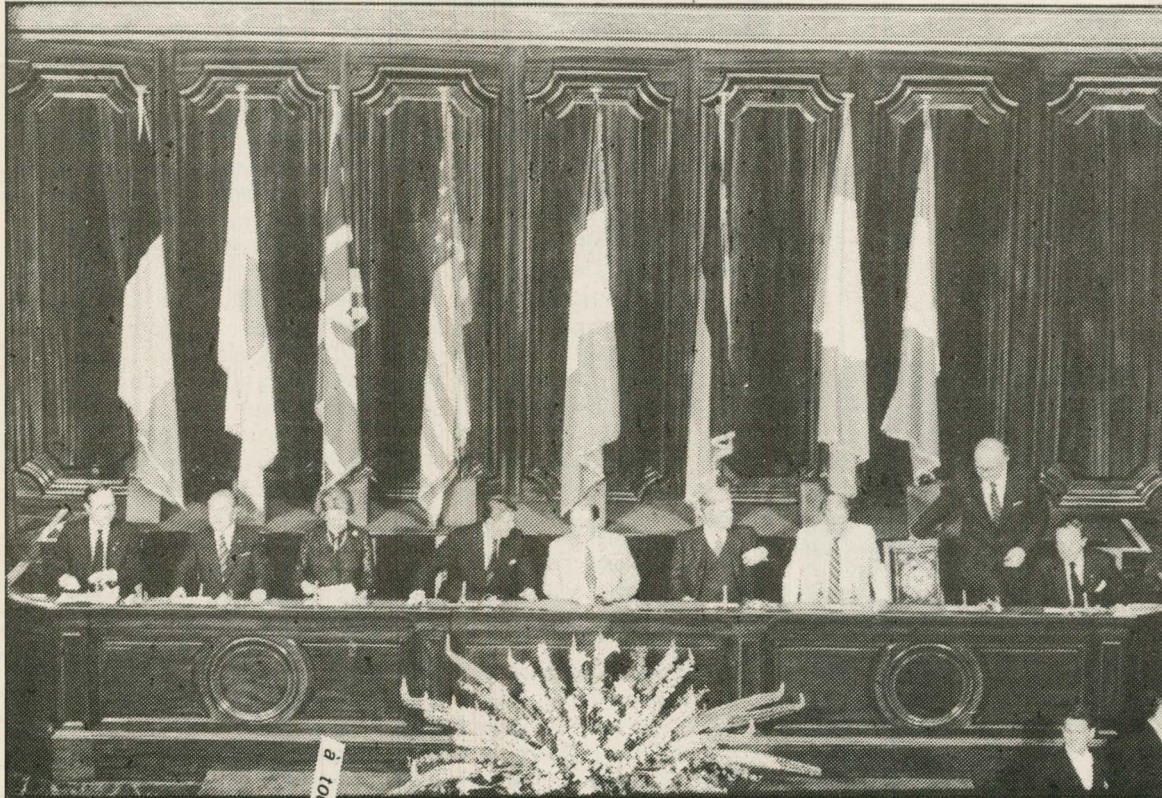
Pour sortir de leur crise, pour restaurer leur hégémonie sur le monde capitaliste, pour relancer la productivité de leur appareil industriel, les Etats-Unis se sont lancés dans une vigoureuse contre-offensive visant notamment à faire payer un lourd tribut aux bourgeoisies concurrentes et à asphyxier financièrement le tiers monde.

Le nouveau pari du capital américain repose en premier lieu sur une politique d'argent cher et de dollar fluctuant qui lui permet d'attirer une masse de capitaux étrangers. Le dollar étant la monnaie avec laquelle s'opèrent toutes les transactions internationales, la citadelle impérialiste — qui peut tout à loisir faire fonctionner la planche à billets — s'assure de fait, une position dominante.

Une question clé : les taux d'intérêts

Les gouvernements européens, qui en sont les premières victimes, voudraient obtenir un assouplissement de cette orientation et une limitation de la fluctuation de la monnaie américaine. La France s'est efforcée tout au long du sommet de plaider, en leur nom, pour un « consensus » sur ce point. « *Cœuvrons ensemble pour surmonter la crise* », déclarait ainsi le chef de l'Etat le 2 juin devant la conférence internationale du travail. « *Refusons les égoïsmes nationaux, évitons que chacun se recroqueville sur lui-même, c'est le mauvais choix.* »

Il n'aura pas été entendu. Tout au plus les USA ont-ils admis la nécessité de contrôler les variations du billet vert sur le marché des chan-



La conférence de presse finale des Sept : un bilan maigre mais révélateur.

ges, « *si nécessaire* » et « *pour contrer les situations de désordre* ». Mais ce contrôle sera étroitement dépendant de la bonne volonté de la Maison-Blanche qui contrôle à 85 % le Fonds monétaire international (FMI). Le secrétaire américain au Trésor, Donald Regan, a d'ailleurs fixé à l'avance les limites du compromis en précisant que son pays n'était pas prêt « *à intervenir pour modifier les grandes orientations que prend le dollar (...)* Si le dollar est fort, nous n'allons pas intervenir, et inversement ».

Pouvait-il en être autrement? Reagan n'était guère en mesure de donner la moindre assurance à ses partenaires. Le déficit budgétaire de son administration est actuellement de 100 milliards de dollars. Et les experts de Wall Street prévoient qu'il atteindra 200 voire 300 milliards dans les prochaines années. Comment l'impérialisme dominant aurait-il pu reculer alors que sa politique monétaire est un des seuls moyens

dont il dispose pour éponger ce trou gigantesque.

Dans le cadre de son offensive actuelle, le capital américain exige également de ses concurrents une plus grande ouverture de leurs marchés, alors que dans le même temps il multiplie les mesures protectionnistes. Car le protectionnisme dont on parle le plus, celui du Japon, représente peu de choses en comparaison de celui pratiqué outre-Atlantique. On a vu récemment les producteurs d'acier déposer une plainte contre leurs homologues européens au titre de la loi « anti-dumping » (qui réprime la concurrence déloyale) dans le but de bloquer la pénétration étrangère. La situation est identique sur le marché agricole où est utilisé tout un arsenal (contingentements, taxes compensatoires, droits de douane...) pour limiter l'importation de produits du Marché commun.

Cette situation a progressivement creusé le déficit des échanges commerciaux entre la Communauté européenne et les USA qui atteignent

déjà 15 milliards de dollars en 1980. Et pourtant, le sommet de Versailles a purement et simplement entériné l'attitude de Washington sur cette question.

Enfin, dans le cadre de leur politique de confrontation avec les dictatures bureaucratiques de l'Est, les représentants américains exigeaient un relèvement des taux d'intérêts sur les crédits d'Etat accordés aux pays de ce bloc. L'objectif? Retarder le développement technologique de l'URSS dans tous les domaines et frapper sa base industrielle, à l'heure où elle connaît de graves difficultés économiques. A travers de telles mesures, il s'agit d'imposer des concessions politiques importantes au Kremlin. « *Cela nous mettra en position de force pour négocier avec l'URSS* », indiquait cyniquement au *Nouvel Observateur* du 5 juin le banquier new-yorkais Félix Rohatyn. Et il ajoutait : « *Alors, il faudra parler de tout, du désarmement nucléaire, comme de l'occupation de l'Afghanistan.* »

Sur ce point, les USA auront obtenu une première victoire. Le communiqué final publié le 6 juin préconise « *une approche prudente et diversifiée* » des relations financières avec Moscou. Et au cours de négociations parallèles, Paris aurait donné son accord pour faire payer à l'URSS des taux d'intérêts avoisinant 11,5 % au lieu de 7,5 % auparavant.

La loi du plus fort

Dans les conditions présentes, les dirigeants américains ne pouvaient espérer mieux. De telles décisions leur sont très favorables et ne lésent aucun de leurs intérêts. Ils n'accordent quasiment pas de crédits au COMECON et lui vendent très peu de technologie. Leurs exportations se limitent essentiellement à des céréales qui sont le plus souvent payées comptant. A l'inverse, même si elles gardent un caractère général, les conclusions du sommet ne peuvent qu'aller dans le sens d'une plus grande dépendance des économies du vieux continent — qui fournissent massivement des crédits à l'Est — vis-à-vis de Washington. Cette dernière disposera désormais de possibilités accrues de pression.

La rencontre de Versailles n'aura bien sûr pas résolu les contradictions du camp impérialiste. Il se confirme une fois de plus que les Sept se montrent incapables d'élaborer une politique cohérente pour sortir le capitalisme de sa crise. Les Etats-Unis ne disposent pas aujourd'hui du rapport de forces suffisant pour rétablir durablement leur leadership sur leurs alliés. Ceux-ci rechignent à s'aligner totalement sur des exigences qui les enfonceraient un peu plus dans la dépression. C'est ce qui explique la maigreur des résultats concrets.

Il serait néanmoins imprudent de parler d'échec pour Reagan. Car, comme on l'a vu, les bourgeoisies les moins fortes se sont révélées incapables de lui imposer des reculs significatifs. Elles ont même dû consentir des concessions qui limiteront d'autant leurs marges de manœuvre économiques dans un contexte de concurrence internationale acharnée. C'est pourquoi si Versailles témoigne de la crise générale du système impérialiste, c'est aussi le parfait reflet des rapports de forces en son sein.

Christian Picquet

► LES SEPT ET LE TIERS MONDE

« EGOISME A COURTE VUE »

IL faudra dorénavant une forte dose de naïveté pour croire une seule de ces belles paroles dont est prodigue François Mitterrand lorsqu'il s'adresse à des auditoires du tiers monde. Démagogie du verbe, promesses vite envolées...

Courant mai, il parcourait plusieurs Etats africains. Il retrouvait (avec émotion, paraît-il) des régions qu'il avait parcouru alors qu'il était responsable aux affaires coloniales sous la IV^e République. A Abidjan, il s'engageait à être le défenseur des « revendications des pays pauvres » lors de sommet de Versailles. Il faut « *refuser l'égoïsme à courte vue et faire partager cette attitude par les autres nations de la communauté mondiale* », s'exclamait-il.

L'« égoïsme à courte vue » a prévalu à Versailles. Egoïsme de puissances impérialistes dont le président français a été l'un des protagonistes les plus actifs. Son rapport introductif, « *Technologie, emploi et croissance* », dissertation utopique sur l'utilisation « cohérente » des

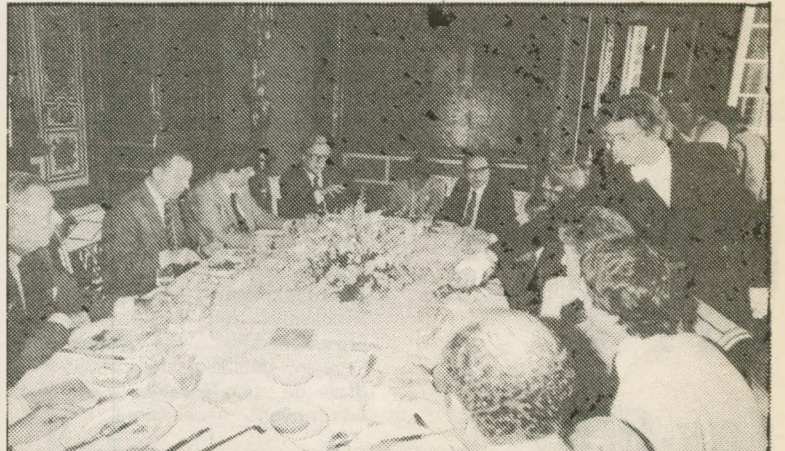
progrès technologiques pour surmonter la crise actuelle des sociétés capitalistes développées, oublie à peu près complètement le tiers monde. Laissons de côté les quelques banalités répétées depuis vingt ans, de conférence internationale en colloque d'experts, sur la nécessité d'un développement « autonome » des économies sous-développées. Il ne reste alors qu'une préoccupation : ces économies constituent aujourd'hui des marchés trop restreints pour contribuer à un développement soutenu des économies impérialistes. D'où la proposition d'un prétendu « développement concerté de l'économie mondiale », d'un « développement mutuellement bénéfique » permettant un élargissement de ces marchés pour les industries des pays impérialistes... Voilà la finalité du combat contre le sous-développement. Selon F. Mitterrand, les besoins des peuples du tiers monde sont à peine mentionnés. Inutile de préciser qu'entre brigands impérialistes il y a, là-dessus, unanimité. Reagan y compris!

Le ton étant ainsi donné par celui-là même qui se voulait le défenseur des « pays pauvres », on pouvait passer sans complexes aux choses sérieuses : les préoccupations propres aux puissances impérialistes ; leurs difficultés accentuées par la crise économique et, dans ce cadre, les problèmes que posent leurs relations concurrentielles de plus en plus aiguës et agressives (déficits budgétaires, politiques monétaires, etc.).

L'actualité internationale immédiate devait confirmer sur un autre terrain ces choix des têtes de file impérialistes. Alors que les troupes anglaises s'approprièrent à donner l'assaut aux forces argentines retranchées dans la capitale des Malouines, ils furent unanimes à réaffirmer leur soutien à la sale guerre de Margaret Thatcher. François Mitterrand se révélant le plus ferme d'entre tous, aux côtés de la couronne britannique! Placés devant le fait accompli par leur allié Begin qui venait de décider l'invasion du Sud-Liban et le massacre d'une partie de la population palestinienne, ils se sont limi-

tés, dans un bel ensemble, à des commentaires prudents ou à des critiques courtoises ne pouvant être interprétés que comme un « feu vert » par les militaires génocides de l'Etat d'Israël...

Les peuples massacrés, les peu-



Le repas des ministres des Finances et du Commerce. Dans un luxe désuet et révoltant à l'heure où certains parlent en France de « rigueur » et d'« effort ».

ples opprimés et exploités de la planète n'étaient en rien l'affaire de ces sept Versaillais. Les engagements pris par Mitterrand à Abidjan ont été « oubliés » face aux nécessités de la solidarité impérialiste. Ils n'étaient, à l'évidence, que démagogie.

Jean-Pierre Beauvais.



PLUS DE 20

LA mobilisation du 5 juin contre Reagan et les brigands impérialistes réunis à Versailles a été un succès.

Plus de 20 000 personnes ont manifesté plusieurs heures durant de la place Clichy à la Bastille, répondant à l'appel de la coordination des comités latino-américains, du MDPL, du CEDETIM, du CODENE, de la Maison des travailleurs immigrés, de la coordination permanente lycéenne, du Mouvement anti-apartheid, de la LCR, des JCR, de Lutte ouvrière, du PSU, du PCML, du PCR, des CCA, de l'OCT, de l'AMR...

Plus de 20 000 personnes « contre la course aux armements, contre l'oppression des peuples » ; plus de 20 000 personnes exprimant leur anti-impérialisme militant, cela ne s'était pas vu depuis longtemps dans les rues de Paris.

L'occasion était exceptionnelle. Le rassemblement des chefs d'Etat et de gouvernement des sept premières puissances impérialistes de la planète, la présence parmi eux — véritable provocation — du premier responsable de la politique de surarmement et des génocides en Amérique centrale, la présence également de celle qui a ordonné la sale guerre britannique dans l'Atlantique-Sud, ne pouvaient que stimuler la mobilisation.

Mais les obstacles dressés étaient nombreux : manœuvres, opérations de diversion et de division s'étaient multipliées à mesure que l'on s'approchait du 5 juin et alors que s'affirmait une volonté croissante de se mobiliser et de manifester.

On n'oubliera pas de sitôt la démission des grandes organisations ouvrières pour soi-disant « ne pas gêner l'action du gouvernement ». Le silence de la CFDT et de la FEN ; la diversion organisée par le PCF et la CGT soutenant, de concert avec le Mouvement de la paix, un appel de cent personnalités à une marche nationale contre l'« escalade nucléaire » à Paris mais... le 20 juin ; les pressions du PS pour dissuader les organisateurs, et les déclarations de Lionel Jospin qualifiant d'« unilatérale dans

son inspiration » cette initiative.

Alors que d'ici quelques jours sera prise, à Bonn, la décision d'implanter 572 nouvelles fusées à têtes nucléaires sur le territoire européen, alors que du Salvador au Guatemala, du Chili à la Turquie, l'administration Reagan accroît son aide à des armées en guerre contre leurs propres peuples, alors que le gouvernement Mitterrand-Mauroy s'aligne chaque fois plus sur les grandes orientations stratégiques des Etats-Unis, les atermoiements, et finalement le silence et l'inaction, ne sont que complicité.

La riposte, la mobilisation sont nécessaires. Les manifestants du 5 juin l'ont compris et l'ont montré massivement.

Tels ceux des nombreux groupes de militants étrangers, travailleurs immigrés ou exilés politiques, qui se sont retrouvés de la place Clichy à la Bastille. Depuis les contingents fournis des diverses organisations révolutionnaires turques jusqu'aux groupes de Haïtiens scandant « Reagan tonton Macoute », nous rappelant que le dictateur de Port-au-Prince est, lui aussi, une créature de Washington. En passant par ces centaines de travailleurs arabes défilant autour d'un drapeau palestinien aux cris de « Begin assassin, Reagan-Mitterrand complices ! », ou par le cortège de la MTI (Maison des travailleurs immigrés), particulièrement nombreux, bien que la manifestation ait coïncidé avec la fête de clôture du festival de cette organisation.

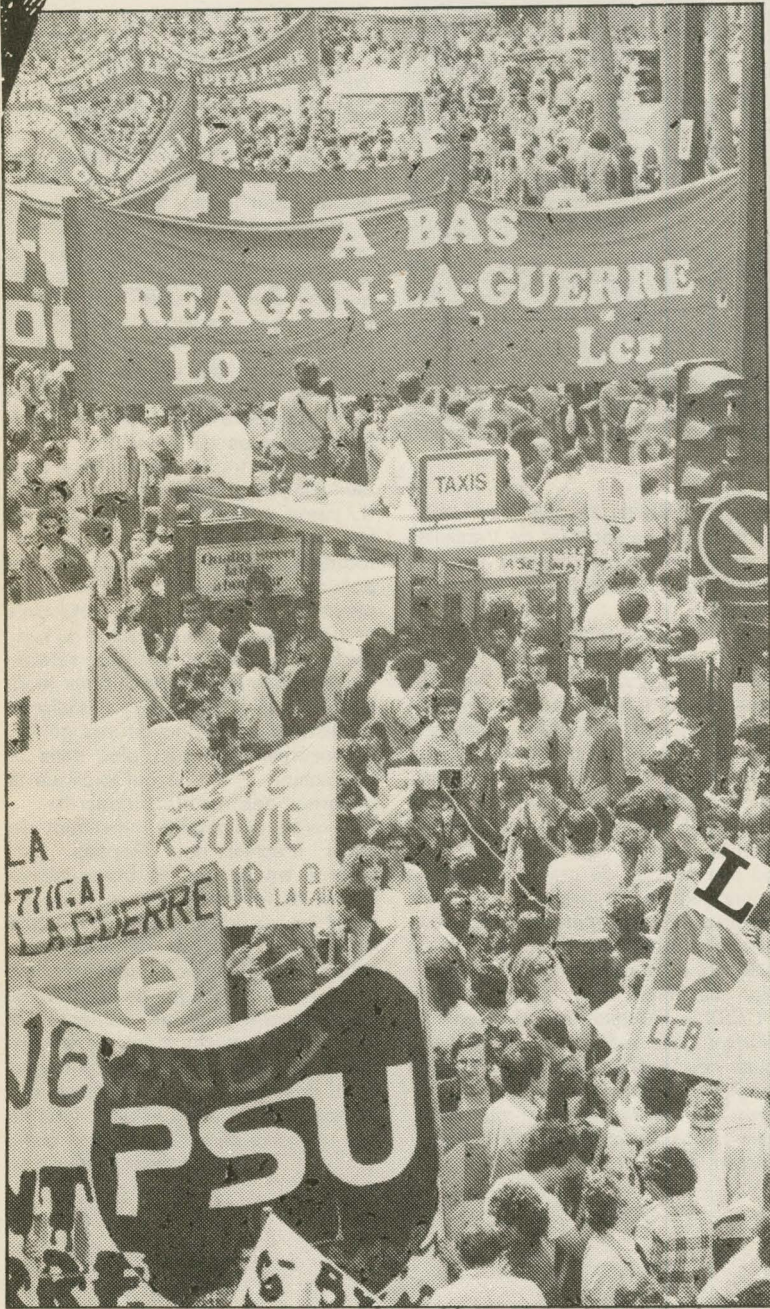
Tels les participants au cortège

du PSU qui ne cachaient pas leurs désaccords avec la présence confirmée de Huguette Bouchardeau au banquet de clôture du « sommet impérialiste », le lendemain, dans la Galerie des Glaces du palais de Versailles.

Tels tous ceux qui défilaient derrière la banderole commune Lutte ouvrière-LCR. Ceux du contingent dense et dynamique de Lutte ouvrière. Ceux de l'imposant cortège de la LCR et des JCR. Ils étaient là plus de 5 000, en délégations fournies venues des principales régions et villes de France donnant à la manifestation son caractère national. Leurs innombrables banderoles, leurs mots d'ordres scandés et chantés « Cuba, Nicaragua, Salvador, si !, Reagan, Thatcher, impérialisme, no ! », « Du Salvador aux Malouines, un seul ennemi, l'impérialisme ! » et bien d'autres encore, contribuaient à donner au défilé son caractère militant et offensif.

Bien que troublé par les provocations policières (mais où était donc le « changement »?...), le meeting final auquel participait notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs du Pérou et député au Parlement de ce pays, a permis de tirer les principales conclusions de cette imposante mobilisation.

Comme l'ont souligné plusieurs orateurs, elle doit être le point de départ d'une renaissance d'un anti-impérialisme militant et de masse en France. La situation politique, internationale et nationale, l'exige. J.P. Beauvais.



La tentative de division du PCI (ex-OCI)

NOTRE parti n'a qu'une parole. Voilà pourquoi nous serons dans la rue le 5 juin, à Montparnasse, à 11 heures. » On ne peut pas dire que l'annonce d'une manifestation du PCI seul, à une heure et un lieu différents de la manifestation unitaire, aient déclenché l'enthousiasme des participants au meeting tenu par cette organisation le soir du 4 juin.

Deux arguments ont été avancés par D. Seldjouk pour justifier ce qu'il faut bien appeler une manœuvre de diversion. D'abord « les menaces d'Action directe contre notre parti ». Depuis quand une organisation se réclamant du trotskysme fait-elle dépendre son attitude des prises de position de groupes comme Action directe ? Jusqu'à présent, les organisations trotskystes ont su imposer leur présence dans la rue comme elles l'avaient décidé et en imposant le droit de manifestation avec tous les moyens nécessaires.

Ensuite Seldjouk a cherché autre chose. Il a trouvé qu'il était impos-

sible pour une organisation comme le PCI de « défilé contre Reagan-la-guerre, derrière Sanguinetti-la-guerre ». Cet argument est d'ailleurs repris dans *Informations ouvrières* du 5 juin qui dénonce les positions de l'amiral Sanguinetti — membre du collectif de personnalités appelant à la marche nationale — qui a dénoncé l'invasion argentine des Malouines et qui est signataire d'un texte de huit anciens officiers supérieurs de l'OTAN qui se sont prononcés contre le réarmement occidental. « *Jamais, clame le rédacteur de IO, jamais le PCI ne manifesterait sous la direction des généraux de premier plan de Washington, de l'OTAN, des armées allemande, portugaise et française...* »

Diable. Voilà une belle intransigeance. On remarquera simplement que le PCI s'exprime moins fermement lorsqu'il commémore avec Bergeron l'anniversaire de la Commune de Paris. C'est-à-dire de la première révolution prolétarienne de l'histoire. Pourtant ledit Bergeron n'a jamais manqué une occa-

sion d'affirmer son soutien à l'effort de guerre de l'OTAN.

Mais cette position pose un autre problème. Dans toutes les capitales européennes se construit un très large mouvement contre la course aux armements qui a déjà mobilisé des millions de personnes. Dans celui-ci, les révolutionnaires sont amenés à côtoyer des courants avec lesquels ils ont des désaccords fondamentaux. Doivent-ils pour autant s'isoler d'un tel mouvement et renoncer à y porter une bataille conséquente contre l'impérialisme ? Il ne suffit pas de se proclamer « parti » pour échapper à cette réalité. C'est d'ailleurs ce que démontre la faible participation à la manifestation du PCI le 5 juin au matin à Montparnasse : à peine 700 personnes.

Et pourquoi une telle position quand il faut manifester contre Reagan, et une autre position quand il s'agit de manifester en faveur des travailleurs polonais ? Avec le même raisonnement, jamais le PCI n'aurait dû se joindre à la manifestation du 13 décembre dont un des initiateurs était la

CFDT, « instrument de la hiérarchie catholique » comme nous le répète *Informations ouvrières* régulièrement.

Tout cela est ridicule. Il faudra chercher ailleurs les raisons de la tentative du PCI de diviser la manifestation contre Reagan ; une manifestation qui a pu se tenir malgré les pressions en tout genre exercées par le PS pour tenter de dissuader les organisateurs et alors que le PCF lançait son opération de diversion pour le 20 juin.

Le PCI, LO et la LCR avaient décidé de former un cortège commun dans la manifestation unitaire, sur la base de l'appel signé par nos trois organisations et que le PCI n'a pratiquement pas diffusé.

C'était la première de trois initiatives envisagées en commun, dont la rédaction d'un supplément mensuel de quatre pages commun à nos trois journaux et la préparation des municipales de 1983.

La rupture décidée par le PCI n'empêchera pas LO et la LCR de poursuivre dans cette voie.

000 CONTRE REAGAN



La charge d'une compagnie de la Préfecture de police à l'arrivée de la manifestation, place de la Bastille.

Que cherchait la police ?

On a beaucoup parlé, dans la presse notamment, des incidents qui ont ponctué la marche nationale du 5 juin. Ils ne furent pourtant l'œuvre que de quelques dizaines d'individus, complètement coupés du reste des manifestants et se réclamant plus ou moins de « l'autonomie » qui s'en prirent, sur le parcours, à quelques agences d'interim et à des banques. Mais, très vite, le service d'ordre de la manifestation, sous les applaudissements des participants, mit un terme à des agissements sans rapports avec les objectifs de l'initiative. « Rien de bien grave », pouvait à juste titre écrire *Libération* du 7 juin. Par conséquent, réduire, comme certains le font, l'imposant cortège anti-impérialiste à quelques incidents isolés relève du mensonge pur et simple.

On peut dès lors s'étonner de l'attitude des forces de police massées autour de la place de la Bastille, où devait se dérouler la manifestation. Au cours des négociations préparatoires, les organisateurs avaient reçu l'assurance qu'aucune unité ne serait présente sur les lieux. Cela n'empêcha pourtant pas une compagnie de la préfecture de police de venir au contact des manifestants — comme si elle cherchait l'incident — puis de charger violemment sur la place en tirant quelques grenades lacrymogènes. Elle prit prétexte pour cela de quelques jets de bouteilles que son attitude avait provoqués parmi les « autonomes » qui venaient de se regrouper.

Cette action fut bientôt appuyée par un groupe de CRS qui s'en prit aux lignes de protection de la manifestation, pourtant aisément reconnaissables. Seule l'action du service d'ordre unitaire permit de rétablir la

situation et de tenir, sans autres problèmes, le meeting et la partie artistique qui devaient clôturer la marche.

Cet incident appelle plusieurs questions. L'ordre d'intervenir sur la place venait-il de la préfecture de police ? Des consignes ont-elles été données de procéder à des interpellations à cet endroit ? Et dans ce cas, pourquoi avoir décidé une action aussi brutale, malgré les engagements pris et alors que rien ne la justifiait vraiment ?

A l'inverse, s'agit-il d'une action incontrôlée de certains policiers ? Tous les observateurs ont pu remarquer que seule une compagnie d'intervention — la 11^e ou la 19^e, si les services officiels veulent enquêter — s'était livrée à des démonstrations provocatrices. Et à un responsable de la LCR qui demandait aux flics de se retirer de la place de la Bastille, un gradé de cette compagnie répondit : « Defferre nous a donné une prime pour vous casser la gueule. » Voilà qui en dit long sur les sentiments qui habitaient certains flics à l'égard des manifestants.

Alors, de deux choses l'une. Ou bien Gaston Defferre, dans sa volonté de se concilier la haute hiérarchie, autorise désormais la police à recourir aux méthodes du passé. Ou bien le nouveau pouvoir se montre impuissant à se faire obéir d'un corps dont l'encadrement et les traditions ont été formés par les régimes précédents.

La parole est maintenant au ministère de l'Intérieur. Mais, en tout cas, il se révèle une fois de plus qu'on ne peut lutter pour l'extension des libertés démocratiques en préservant les institutions réactionnaires de la V^e République.

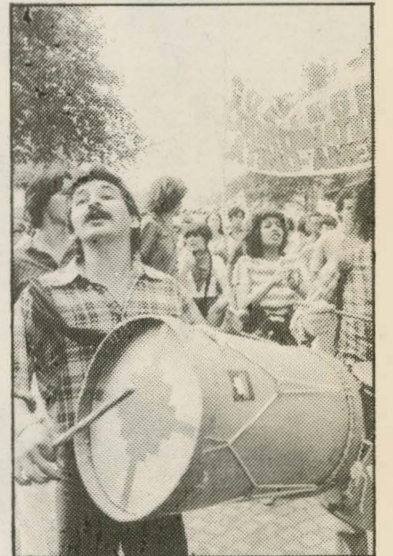
Christian Picquet



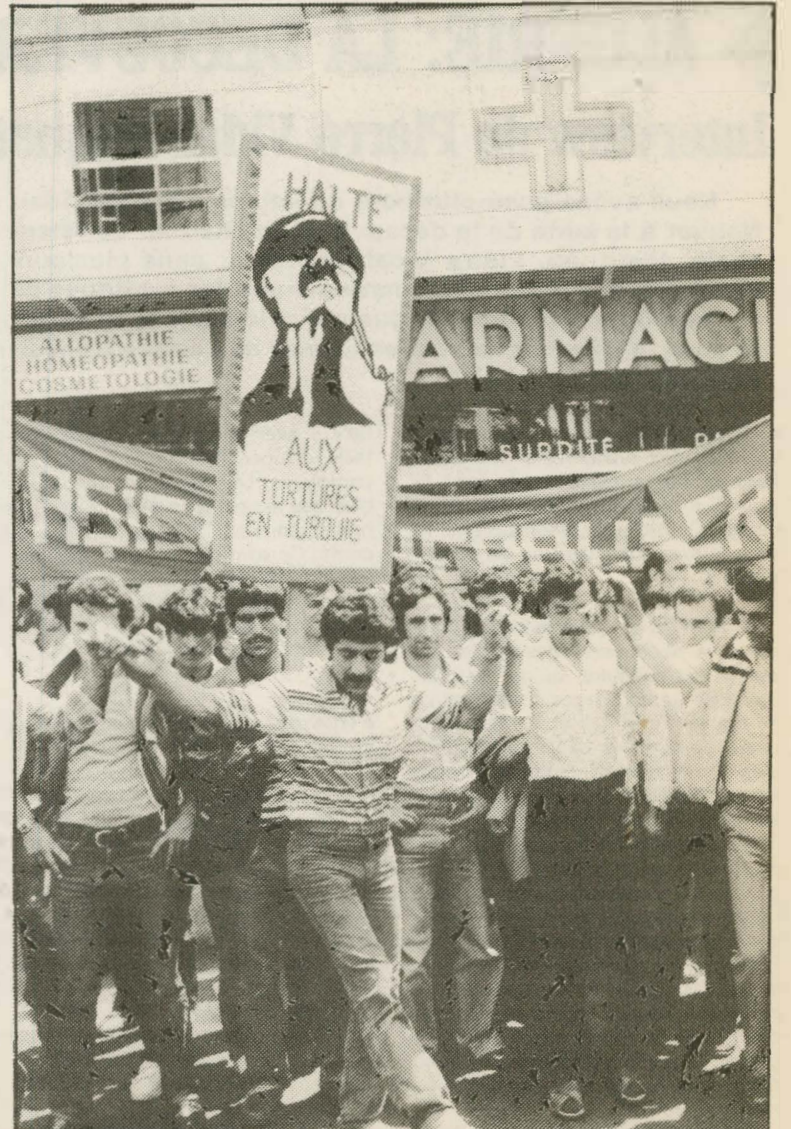
La tête du cortège de la LCR lors du rassemblement place Clichy



Ils étaient des centaines avec les comités latino-américains.



des ressortissants haïtiens



Particulièrement combatifs, les travailleurs turcs dénonçaient le soutien de Reagan à la dictature du général Evren.

Comment ils ont relaté la manifestation

« Des incidents à l'issue de la manifestation » : c'est en général ce qu'ont retenu de la marche du 5 juin les commentateurs de la presse écrite et audiovisuelle. Il est vrai que plus de 20 000 personnes traversant Paris, malgré le black-out total des médias sur cette initiative, ne peuvent guère intéresser nos journalistes, plus attentifs au moindre éternuement de Reagan ou de Thatcher.

Une mention particulière doit être réservée aux chaînes de télévision qui ont sciemment relativisé l'importance de la manifestation et monté en épingle quelques affront-

tements pourtant totalement étrangers aux participants. Serait-ce l'effet d'une intervention venue d'en haut ? En tout cas, la nouvelle télé ne se différencie guère de celle de l'ancien régime quand il est question de lutte contre l'impérialisme.

La palme reviendra à *l'Humanité* qui, dans son édition du 7 juin, amalgame soigneusement la manifestation, l'action des autonomes et Action directe (voir ci-contre). Les dirigeants du PCF pensent-ils vraiment qu'ils pourront de cette façon justifier leur absence aux yeux des militants ?

l'Humanité

Manifestation à l'arrivée de Ronald Reagan

Une manifestation a été organisée samedi par divers mouvements gauchistes à l'occasion de l'arrivée en France de Ronald Reagan. Elle a été marquée par quelques incidents.

Plusieurs bâtiments du boulevard Magenta, à Paris, ont reçu des cocktails Molotov lancés par quelques manifestants.

Enfin, l'attentat à l'explosif qui a endommagé dans la nuit de vendredi à samedi les locaux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, avenue de l'Éna, a été revendiqué par un groupe du mouvement « Action directe ».

LIBAN : une guerre d'extermination

TOUT ce que nous voulons, c'est que nos villes et nos villages de la frontière nord ne soient plus exposés à la mort soudaine et brutale des roquettes. » Tel est, officiellement, l'objectif qu'assignait Begin aux troupes israéliennes, dans un discours prononcé lundi devant le Parlement de Jérusalem. Une fois sa mission accomplie, l'armée devrait se « retirer rapidement », ajoutaient plusieurs porte-parole gouvernementaux. En bref, il ne s'agirait que d'une « opération de nettoyage ».

La seule lecture des communiqués militaires israéliens publiés depuis lors prouve qu'une fois de plus les dirigeants israéliens mentaient. Avec leur hypocrisie et leur cynisme habituels.

L'invasion du Liban est l'une des plus grosses opérations jamais entreprises par l'armée sioniste. Infanterie, artillerie lourde, blindés, troupes aéroportées, forces aériennes et navales sont engagées massivement. Au total, plus de 50 000 hommes. Certaines unités se trouvent aux portes de Beyrouth, soit à une

centaine de kilomètres de la frontière israélienne... Des villes surpeuplées comme Tyr, Saïda ou les quartiers ouest de Beyrouth sont systématiquement bombardés, pilonnés. Les immenses camps de réfugiés palestiniens subissent le même sort. Le « nettoyage » est, en fait, un carnage. Les ponts, les routes, toutes les voies de communications sont systématiquement détruits ; des populations ont été massacrées alors qu'elles cherchaient à fuir les bombardements. Lorsqu'une agglomération est occupée, elle est quadrillée puis « pacifiée », maison après maison.

C'est une nouvelle guerre que viennent de déclencher les Israéliens au Liban. Une guerre totale. Pour tenter de liquider une fois pour toutes la résistance palestinienne. Au prix, si nécessaire, d'un génocide.

La logique de la guerre

La surprise manifestée par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Versailles en apprenant l'invasion du Liban était largement feinte : cette offensive militaire était préparée et prévue depuis un certain temps par le gouvernement Begin.

Il y a deux mois, alors que les derniers soldats israéliens évacuaient le Sinaï, restitué à l'Egypte dans le cadre des accords de Camp David, le général Ariel Sharon, ministre de la Défense et homme fort du cabinet Begin, déclarait : « Israël a maintenant atteint les limites des concessions possibles. Nous devons désormais redoubler d'efforts pour augmenter et étendre nos implantations dans le Golan, en Judée et Samarie, dans la région de Gaza. » L'objectif ne pouvait être énoncé plus clairement : après avoir annexé formellement le territoire syrien du Golan en décembre dernier, les dirigeants sionistes confirmaient leur volonté d'accélérer le processus d'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, déjà largement entamée. Les conditions de réalisation d'un « Grand Israël » englobant ces territoires — un vieux objectif de Begin — semblaient dorénavant réunies : la paix séparée avec l'Egypte, en brisant le « front arabe », affaiblissait durablement les Palestiniens et leurs alliés possibles.

Les stratèges sionistes n'avaient cependant pas prévu ou avaient sous-estimé un facteur essentiel : la mobilisation chaque fois plus massive et déterminée des masses palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, leur rejet à peu près unanime des forces d'occupation. Impossibilité de trouver des collaborateurs disposant d'une quelconque autorité, donc report *sine die* d'élections municipales prévues de longue date ; destitution de maires en exercice, répression permanente et sanglante d'une population qui multiplie grèves et manifestations ; d'une population qui s'identifie dans sa presque totalité avec le combat de l'OLP pour un Etat palestinien indépendant, précisément dans ces territoires en voie d'annexion... La situation devenait d'autant plus explosive qu'en Israël même, l'union sacrée sioniste — facteur essentiel de la force de l'Etat hébreu — commençait pour la première fois à être sérieusement remise en question par des secteurs de plus en plus significatifs. A cause de la crise économique d'une exceptionnelle gravité, mais plus profondément à partir d'un désarroi et d'une crainte du futur alors que le pouvoir semblait de plus en plus incapable de liquider la question palestinienne et, plus généralement, de convaincre qu'une amélioration de la situation était possible.

En portant la guerre au Liban, Begin cherche à la fois à ressouder cette union sacrée sioniste et à briser la résistance des masses arabes des territoires occupés. Pour atteindre ces deux objectifs, il ne peut se contenter d'affaiblir un peu plus la résistance palestiniennes, les forces de l'OLP. Il doit les écraser dans leurs bastions libanais, là où se trouvent les réfugiés par centaines de milliers.

Isolement palestinien

Le gouvernement israélien a jugé le moment propice pour se lancer dans cette nouvelle « fuite en avant » belliqueuse.

Il se savait assuré, au-delà de quelques murmures réprobateurs, de la neutralité bienveillante des princi-

pales puissances impérialistes réunies à Versailles. Il pouvait être certain que les propos tenus par Pierre Mauroy, le 27 mai dernier à Beyrouth, garantissant l'intégralité du territoire libanais n'étaient que fanfaronnades de circonstance qui, en aucun cas, ne seraient suivies d'effets.

Il ne pouvait avoir de doute sur l'attitude qu'adopteraient les principales bourgeoisies arabes de la région et leurs gouvernements. Les limites de leur soi-disant « soutien » à la cause palestinienne — facteur de radicalisation et de mobilisation des masses exploitées de leurs propres pays — sont bien connues. En leur temps, les régimes jordanien irakien ou syrien n'ont-ils pas, eux aussi, tenté d'écraser les résistants palestiniens ? La monarchie saoudienne et les Etats pétroliers du Golfe se sentent aujourd'hui plus menacés par les défaites militaires irakiennes face aux troupes iraniennes que par la guerre israélienne au Liban. Le régime égyptien qui vient de récupérer le Sinaï est trop attaché au maintien de sa paix avec Israël pour lever ne serait-ce que le petit doigt. Enfin, le gouvernement syrien, estropié par la guerre, est trop affaibli et isolé au plan intérieur comme au plan régional pour se risquer à une confrontation avec Israël... dont il recherche la complicité pour maintenir ses positions au Liban ! L'impunité était, dans ces conditions, assurée pour les sionistes.

Une fois de plus, le peuple palestinien, ses héroïques résistants, se trouvent dramatiquement seuls face aux bouchers sionistes. Ses alliés dans le combat pour la récupération de ses territoires et l'exercice de ses droits les plus élémentaires ont le devoir de se mobiliser en masse, maintenant.

La responsabilité du mouvement ouvrier international, des forces démocratiques et anti-impérialistes, la responsabilité des masses arabes exploitées et des forces antisionistes d'Israël est considérable. De concert avec l'héroïque résistance palestinienne, elles peuvent encore empêcher les dirigeants sionistes d'aller jusqu'au bout de leur objectif : l'extermination d'un peuple.

8.06.82 Jean-Pierre Beauvais



ALGERIE: LA DECOUVERTE D'UN CHARNIER A KHENCHELA

Interview de Pierre Vidal-Naquet

Nous avons posé plusieurs questions à Pierre Vidal-Naquet à la suite de la découverte du charnier de Khenchela. Historien, Pierre Vidal-Naquet a, dans plusieurs ouvrages, mis à jour systématiquement les pratiques de l'armée française dans les guerres coloniales (« la Torture dans la République », « les Crimes de l'armée française », Maspero-poche).

● Pierre Vidal-Naquet, vous avez été l'un des premiers à dénoncer l'usage de la torture pendant la guerre d'Algérie par l'armée française. Qu'apporte de nouveau la découverte du charnier de Khenchela ?

— Rien. Si ce n'est la chose concrète, la découverte des corps. On savait parfaitement qu'on torturait (tous les témoignages l'ont prouvé de manière irréfutable). Ce qui manquait, ce sont les corps des suppliciés. Il y a eu des centaines de milliers d'Algériens de tués. Il fallait que les corps soient quelque part.

Ce que met en relief ce charnier, c'est le caractère systématique, organisé de la torture. Cela rappelle Katyn (massacre de Polonais pendant la Seconde Guerre mondiale). Pendant et après la guerre d'Algérie, la torture a été symbolisée par la bataille d'Alger. Par des gens comme Bigeard et Massu. Or, ce qui se passait en 1957 impliquait déjà un contrôle, une rationalisation du crime.

Tous les témoignages qu'on avait recueillis sur les Aurès montraient

qu'il y avait déjà, bien avant la bataille d'Alger, les horreurs les plus complètes. Les noms des responsables des assassinats ne sont pas des noms glorieux, dans les annales du crime. Ce sont des officiers moyens. Ils sont rentrés chez eux et ne se sont pas par exemple signalés dans l'OAS. D'autres charniers comme celui de Khenchela seront découverts.

● Que pensez-vous des réactions en France à cette découverte ?

— Ils se situent entre le mensonge et l'hypocrisie, lorsqu'on attribue le charnier aux Algériens par exemple. Il y a eu, bien sûr, des crimes commis également par les Algériens, mais les mensonges de Massu, par exemple, sont admirables ! Et quant à la commission d'enquête que réclame l'Union des parachutistes, très bien ! Qu'on y aille !

Une autre réaction est surprenante : celle de Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur*. Il explique que cela survient au moment de la réconciliation. Naturellement, il ne condamne pas la découverte... Mais

ce qu'il faut dire, c'est que la vérité doit être connue, qu'il ne peut pas y avoir de réconciliation sur la base de mensonges.

Il suffit d'ailleurs de se rapporter aux textes. A la brochure *Des appels témoignent* qui date de 1957, ou aux articles de Pucheux publiés dans les *Temps modernes*, ou à l'ensemble des documents que j'ai recueillis dans l'ouvrage *Les Crimes de l'ar-*

mée française (Maspero). Avec tout cela, on a des choses très concrètes au moment où certains font comme si toutes ces horreurs étaient de la propagande.

Je veux insister sur une chose : tout ce que révèle le charnier était déjà connu, mais il apporte l'élément matériel, incontestable.

● Le 2^e REP de Calvi est à nouveau sur la sellette. Des légion-

naires ont parlé de l'existence d'une « chambre de tortures ». Qu'en pensez-vous ?

— Toutes les pratiques qui ont été celles des REP depuis 25 ans vont dans ce sens. Comment nier que les accusations portées par les deux légionnaires soient vraisemblables ?

Les assassins sont toujours là !

LUS de 1 200 corps ont été pour le moment mis à jour à Khenchela, dans les Aurès, en Algérie. C'est à l'intérieur de ce camp fortifié, installé en 1955, que les militaires du 2^e bureau et de la Légion étrangère ont pratiqué la torture à grande échelle. Le dossier réalisé par *Libération* est hallucinant : pêle-mêle, on a découvert des corps d'hommes, de femmes, d'enfants, atrocement suppliciés. « Il n'est pas étonnant que les fossoyeurs volontaires de Khenchela aient sorti de terre un squelette recroquevillé sur une sorte de monstrueux tire-bouchon. Cet outil servait à l'ultime torture puisqu'il était enfoncé par l'anus et provoquait rapidement des lésions mortelles. La chaîne assortie de ressorts entre les anneaux était utilisée pour suspendre les prisonniers par les pieds. Elle engen-

draît un mouvement de va-et-vient jugé « insupportable ». Le crochet, trouvé autour d'une cheville, servait également à la suspension. Enfin l'espèce de ciseau de menuisier était généralement enfoncé dans la rotule. »

Alors, tout cela est-il à verser au compte de l'histoire des crimes de l'armée française, de l'armée coloniale ? Certainement pas ! Il y a une continuité de cadres, de mode de pensée, de formation, dans l'armée française. Un exemple tout récent le montre clairement : jusqu'en 1980, le 2^e REP de Calvi était commandé par le colonel Erulin. Ce même Erulin a été formellement identifié par le communiste Henri Alleg comme un de ses tortionnaires dans son livre *La Question*. Alors, comment s'étonner de l'accusation portée par deux légion-

naires du 2^e REP de Calvi, dans le numéro du *Nouvel Observateur*, il y a 15 jours, selon lesquels une « chambre de tortures » aurait été installée pour briser les récalcitrants à l'ordre de la Légion ?

Quand Charles Hernu décide d'enquêter sur Calvi, il envoie... un général qui, après une journée d'enquête, rend compte d'une gifflée donnée par un sous-officier à un caporal ! Qui sera convaincu ? La « grande muette » entend bien régler ses affaires en famille. Et le silence du PC, du PS et du gouvernement montre que dans ce domaine il n'est surtout pas question de « changement », mais de continuité sans failles, comme aime le rappeler Pierre Mauroy à toute occasion, et comme les Bigeard et les Massu l'en félicitent.

P. A.

MOURIR A TRENTE ANS

FILM DE ROMAIN GOUPIL

CAMERA D'OR
PRIX DE LA JEUNESSE
CANNES 1982

MK2



I L y a deux façons de parler du film de Romain... surtout ici, dans ces pages. L'une consiste à appréhender *Mourir à trente ans* comme un témoignage de plus sur le « militantisme » et plus particulièrement sur « l'impasse gauchiste post-soixante-huitarde ». Autant dire d'emblée que, sur ce plan, le film de Goupil est profondément original. Ni méprisant, ni sardonique, n'utilisant pas la « militance » comme emballage d'un quelconque récit, destiné à en relever le goût... *Mourir à trente ans* est peut-être le constat le plus précis, le plus humain, d'une aventure militante commencée dès le milieu des années soixante avec les Jeunesses communistes et qui, via Mai 68 et la construct on de la Ligue communiste, s'est poursuivie jusqu'au 21 juin 1973, à grands coups d'apparitions centrales, d'actions anti-impérialistes et anti-fascistes.

De la « bande des coyottes » à la Ligue, l'histoire d'une trajectoire et d'une histoire qui sont communes à beaucoup d'entre nous, et que Romain raconte avec tendresse et humour, tant la distanciation rend vaine toute tentative de dramatiser, pour des spectateurs de 1982, des événements qui ne manqueront pas de leur apparaître aussi

« lunaires » que ne le fût pour nous, la « Résistance » racontée par nos parents...

La seconde façon d'en parler justifierait la place (non seulement sentimentale) accordée dans cette page. Monté, charpenté, bâti de main de maître, par une utilisation remarquable de multiples matériaux (super 8, photos, interviews, films d'archives, commentaires...) *Mourir à trente ans* est un petit chef-d'œuvre de cinéma pur. Ainsi chevillé autour du portrait de Michel Récanati, sa charge émotionnelle intense se double d'une interrogation portée en filigrane par Romain : comment un tel enthousiasme, un tel trop-plein d'énergie et de colère ont-ils pu aboutir dans certains cas à un si terrible gaspillage ?

C'est ici, au-delà d'une double évocation réussie, d'une période militante enthousiasmante, et de la trace brûlante laissée au milieu de nous par Michel Récanati, que réside peut-être la portée du film de Romain.

Voir *Mourir à trente ans* en oubliant que ce film a aussi été réalisé pour poser cette question reviendrait à n'en pas percevoir le sens profond.

Michel Laszlo

Entretien avec Romain Goupil

● Ton film semble s'arrêter le soir du 21 juin 1973 ; et la période de 1973-1978, qui va de l'éloignement forcé de Michel à son suicide, n'est évoquée en raccourci que par deux interviews et une lettre...

Romain — C'est délibéré. Au moment de la disparition de Michel, en 1978, j'ai immédiatement eu envie de recueillir tous les documents qui racontaient notre histoire, de notre rencontre dans les lycées en 1965-1966 jusqu'à notre aventure militante commune. Alors qu'après le 21 juin, Michel connut l'exil à l'étranger, la prison, on est restés séparés très longtemps. Quand il est revenu, il m'a expliqué qu'il avait, pour la première fois, pu regarder « de l'extérieur », hors du maelström et de la « spirale militante », et qu'il s'était mis à vivre « en vacances », en complet détachement de son quotidien militant habituel.

Il y aurait un autre film à faire sur cette période 1973-1978, qui serait plus centré sur sa rupture avec l'orga, la découverte de l'individu Michel Récanati, et tout ce qui l'a amené au suicide. Mais à partir du moment où il n'en a discuté avec personne, qu'il n'a pas laissé de lettre, et qu'il semble s'agir d'un geste effroyable non préparé, je ne me suis pas senti le droit de donner des explications que lui-même n'a pas données. J'ai été gêné pour parler de cette période 1973-1978, et j'ai voulu refuser tout psychologisme sommaire.

● Tu as comparé les militants d'alors à des icebergs dont on ne voyait qu'une infime partie, et dont la vie privée restait à 75 % « immergée » et donc cachée au yeux des autres...

— Je crois que nous mettions, à cette époque, nos idées en accord avec nos actes ; et le combat que nous menions prenait mécaniquement le pas sur nos problèmes personnels. On remettait ceux-ci à plus tard ; le but qui nous portait

mettait nos vies personnelles entre parenthèses, d'autant qu'il y avait alors une solidarité qui créait des liens d'amitié très forts... En particulier cette rencontre avec Michel et le militantisme qui a été peut-être encore plus forte qu'avec mes trois copains de « la bande des coyottes ». Il y avait à ce moment-là, pour des camarades qui militaient ensemble, des liens presque « familiaux » dans l'orga... jusqu'au 21 juin 1973... Henri Weber l'explique très bien dans le film. Le 21 juin a marqué la fin des « coups politiques » spectaculaires grâce auxquels nous avons popularisé et affirmé contre spontanéistes et autres la Ligue communiste. Nous avons joué un rôle de détonateur inconscient, et l'on nous a presque traités de provocateurs... Le 21 juin a permis de rompre politiquement avec la façon dont on fonctionnait depuis 1967 ; c'était la fin de la période « gauchiste », qui est très typique de ma période militante, plus d'ailleurs que celle de Michel, plus directement politique. Je me reconnais parfaitement dans cette impatience « gauchiste » qui nous a caractérisés avant, pendant et après Mai 68, nous qui venions du PCF et qui cherchions à contourner au plus vite les organisations traditionnelles. Et je me souviens que lorsque j'ai commencé à douter de la réussite de cette tactique, c'est le seul plaisir de préparer et d'exécuter ces « coups » qui, pour moi, a pris le pas sur la croyance que nous allions pouvoir créer rapidement un parti communiste révolutionnaire de masse, à la place, ou sur les « restes », du PCF...

● A la différence de beaucoup de témoignages écrits ou filmés sur cette période militante, ton regard, même distancié et non dénué d'humour, n'est à aucun moment méprisant...

— Tu sais, cela rejoint ma position actuelle, qui est de dire : peut-être me suis-je gourré ; sûrement même, puisque je ne milite plus,

mais si on s'est trompé de méthodes, de moyens, je sais qu'on ne s'est certainement pas trompé d'adversaire... Et voir que ce fantastique trop-plein de colère et d'énergie ait pu aboutir à des échecs, à des suicides, me fait penser à un terrible gaspillage...

Je ne regrette rien, c'est peut-être ce qui me distingue de ceux que tu évoquais, et l'on peut voir où je me place. D'ailleurs, si j'ai adopté le principe de la « voix off », de la narration personnelle, c'est pour accentuer le côté subjectif de mon film. Je ne prétends pas à l'objectivité, je parle à la première personne pour que les spectateurs sachent comment se situer par rapport à mon témoignage, à ma vision de cette période, aux erreurs que j'ai pu faire, et surtout par rapport aux questions que je leur pose.

● Qu'attends-tu des réactions du public ?

— Je voudrais bien que ce film alimente les interrogations d'un public qui n'a pas connu cette période, et serve à interpellier leur approche de la politique.

● Si on laisse de côté le « doute » né d'une réflexion sur notre pratique de ces années-là, est-ce que tu as beaucoup changé politiquement ?

— Je n'ai pas changé du tout ; même si, à la différence de Michel, j'ai éprouvé le « doute » très tôt. Non, je me retrouve actuellement sur les mêmes positions ; j'ai fait l'expérience du militantisme, mais même dans une situation plus pénible, qui ne me permet plus de mettre ma pratique en accord avec mes idées, comme nous tentions de le faire alors, je reste politiquement le même, un peu désarmé seulement, puisqu'il ne me reste plus que ce moyen magique qu'est le cinéma.

Propos recueillis par Michel Laszlo

MICHEL Récanati, « Ludo », avait adhéré aux JCR en 1967. En 1968, il fut l'un des fondateurs des comités d'action lycéens. Il représentait ce mouvement aux côtés de Cohn Bendit, Geismar et Sauvageot lors de la grande manifestation du 13 mai 1968. En janvier 1969, il signait une lettre d'adhésion à la IV^e Internationale. Il prit alors une part active dans la bataille préparatoire au congrès de fondation de la Ligue communiste (avril 1969) qui devait décider de l'affiliation à l'Internationale.

Membre du bureau politique de la nouvelle organisation, il fut le

principal responsable de son secteur jeune, puis de la campagne de solidarité avec la révolution indochinoise. Dès 1969, sa méticulosité, ses qualités d'organisation et son sens de l'initiative en firent l'animateur du service d'ordre de la Ligue. C'est à ce titre qu'il fut arrêté et inculpé après la manifestation antifasciste du 21 juin 1973 et la dissolution de la Ligue communiste.

En prison, où il refusa le statut politique, il se consacra à l'étude de la révolution allemande de 1918 à 1923. Libéré, lors de la campagne présidentielle, il participa à

la première expérience de publication de *Rouge* quotidien.

Au début de 1975, il demandait à ne plus être réélu membre du comité central. Peu après, il annonçait « un congé d'organisation » qu'il voulait encore croire temporaire. Mais, de plus en plus, il évitait les rencontres et les discussions.

En mars 1978, il disparaissait soudainement. Pendant deux ans, de vagues rumeurs nous laissaient encore l'espoir de le voir un jour revenir de quelque incroyable voyage. C'est en 1980 seulement que nous avons eu confirmation de son suicide.



● **Dimanche 22 h 30 (FR3)** *La Mia Signora*, encore un film à sketches transalpin... Dans celui-ci, le seul sketch qui mérite le détour est celui de Luigi Cornencini (Eritrea). Ceux de Tinto Brass et Bolognini sont insignifiants...

● **Mardi 20 h 30 (FR3)**. Entre deux chansons de son répertoire du Palais des sports, « Schmoll » nous présente une *Dernière Séance* spéciale Delmer Daves. Tout le bien que je peux penser de Daves se retrouvera dans ce splendide western qu'est *la Dernière Caravane* avec R. Widmark et Félicia Farr... Toutes ses limites apparaîtront dans



Demetrius et les Gladiateurs, film de commande, interprété par le pire acteur hollywoodien, j'ai nommé Mister Victor Mature !
20 h 30 (TF1) *Lénine*, une pièce

de Claude Vermorel interprétée par Jean Negroni. Une approche « trotskyste » de la montée du stalinisme, portée par un texte percutant.

● **Mercredi 17 h 10 (A2)**, ça y est ! ça commence !... « Angleterre-France » de football, premier match de l'équipe nationale dans le cadre du Mondial... Pendant que les tommies jouent les gendarmes coloniaux au large de la Patagonie, et que les Anglais auront les yeux fixés sur les exploits de leurs onze joueurs, pourquoi Hernu n'organiserait-il pas la reconquête de Jersey et Guernesey ?

● **Judi 20 h 35 (FR3)** *Masculin-Féminin* de J.-L. Godard. Ce film devait être « une enquête romancée sur la jeunesse et le sexe, en

France, en décembre 1965 »... Ça ressemble à tout sauf à une enquête, même si ça peut — à la limite — passer pour de la télé sociologique (comme on en voit actuellement beaucoup sur le petit écran) avant la lettre. J.-P. Léaud, peignant des « US GO HOME » sur les voitures américaines ou lisant *l'Huma-Dimanche* (mon Dieu Jean-Luc, quelle audace !...) essaie vainement de tétaniser l'ensemble... le pauvre ! On l'a affublé d'une partenaire complètement nullarde en la personne de Chantal Goya.

Michel Laszlo

SOMMET DE L'OTAN

Derrière l'unité apparente: LA CRISE

MALOUINES, Liban, Tchad : trois guerres localisées ont constitué la toile de fond du sommet de l'OTAN qui se tenait à Bonn les 9 et 10 juin. Ces trois conflits engagent les principales puissances occidentales. Ils sont la manifestation de l'impuissance de ces grands Etats à empêcher la déstabilisation de leurs zones d'influence. C'est en ce sens qu'il s'agit de conflits qui menacent la cohésion de l'ensemble du système de domination impérialiste.

L'invasion argentine des Malouines a révélé la faiblesse de l'impérialisme britannique et les difficultés qu'il éprouvait pour faire respecter ses chasses gardées dans le monde. Il lui a fallu, pour reprendre pied dans l'Atlantique-Sud, se lancer dans une véritable guerre, digne des épopées coloniales du passé. La Royal Navy, a dans cette entreprise, essuyé de lourdes pertes en hommes et en matériel et semble éprouver maintenant des difficultés logistiques pour poursuivre son offensive contre Puerto Argentino, la capitale de l'archipel. Et, à l'évidence, le soutien qu'ont dû apporter Américains et Européens à l'expédition décidée par le cabinet Thatcher aura de lourdes conséquences sur leurs rapports avec les gouvernements latino-américains. Déjà, la dictature argentine vient d'annoncer que « sa politique internationale sera réexaminée compte tenu du conflit des Malouines ».

Menaces de déstabilisation

Dans sa tentative d'exterminer

le mouvement national palestinien, Menahem Begin bénéficie sans aucun doute des sympathies des métropoles occidentales. Mais la fuite en avant du gouvernement de Jérusalem nuit aux intérêts à moyen terme de l'impérialisme et à sa volonté de stabiliser, dans un sens qui lui soit favorable, la situation au Moyen-Orient. C'est tout le processus engagé par les accords de Camp David et la crédibilité de l'Etat sioniste sur la scène internationale qui peuvent s'en trouver atteints.

Quant au Tchad, la chute du régime de Goukouni Oueddei et la victoire du camp rival d'Hissène Habré marquent la désagrégation d'une pièce jadis essentielle du dispositif de l'impérialisme français en Afrique.

Initialement, la réunion des pays signataires du traité de l'Atlantique-Nord devait donner le feu vert à l'implantation en Europe de 572 nouvelles armes dites « eurostratégiques ». A travers une telle mesure, dans le cadre de leur politique de tension internationale, les stratèges du Pentagone se placent dans l'hypothèse d'une « guerre nucléaire comme une nécessité dans laquelle les Etats-Unis doivent être capables de l'emporter sur l'Union soviétique, même dans une période de conflit prolongé », comme vient de l'écrire le *New York Times*. Pour y parvenir, on sait que la Maison-Blanche n'a pas hésité à accroître massivement ses dépenses d'armement qui pourraient atteindre 367 milliards de dollars en 1986.

Pourtant, dans les conditions actuelles, cet objectif devrait

passer au second plan lors des entretiens entre les quinze participants. Car la modernisation du potentiel nucléaire de l'alliance impérialiste n'aura d'utilité que si Washington se montre capable de faire régner l'ordre dans son propre camp.

Ménager ses intérêts à long terme

Dans le cas des Malouines et du Liban, Ronald Reagan va donc tenter de faire adopter par ses alliés des positions qui ménagent ses intérêts fondamentaux. Y parviendra-t-il ? Les déclarations des dirigeants atlantiques auront-elles une quelconque efficacité ? Il est permis d'en douter. Dans l'Atlantique-Sud, on va chercher à tout prix à éviter que le régime du général Galtieri ne soit sévèrement touché par l'issue de la guerre. Il s'agira donc d'empêcher une bataille sanglante pour le contrôle de l'Argentine et de préserver les chances d'une négociation ultérieure entre Buenos-Aires et Londres sur le statut des Malouines. Le général Alexander Haig vient ainsi de déclarer : « Nous n'avons pris aucune décision de fond sur la question de la souveraineté à long terme des Iles. » Mais le gouvernement britannique a toujours indiqué qu'il n'envisageait pas d'autre issue à la guerre qu'une capitulation des troupes argentines et la reconquête de ses prérogatives.

De même, les Etats-Unis et leurs partenaires vont demander à Begin de mettre un terme à son offensive au Liban avant qu'elle n'entraîne des consé-



Le pari de Reagan est loin d'être gagné : les conflits du Liban, du Tchad et des Malouines reflètent la déstabilisation du système de domination impérialiste.

quences irréparables dans tout le Moyen-Orient. Ils ne disposent cependant d'aucuns moyens de pression véritables sur Israël qui demeure leur principal atout dans cette région.

Au-delà, l'ensemble de ces facteurs de crise du monde capitaliste va forcer l'OTAN à revoir un dispositif stratégique qui vient de révéler spectaculairement sa vulnérabilité. Il ne fait donc aucun doute qu'on va rediscuter des capacités d'intervention des mé-

tropoles aux quatre coins de la planète, du stationnement permanent de troupes au Moyen-Orient ou du soutien aux bourgeoisies néo-coloniales du continent africain...

En accédant à la présidence des USA, Reagan voulait restaurer la puissance de l'impérialisme. Mais de sommet en sommet, derrière l'unité de façade, on ne peut plus dissimuler la crise généralisée du système.

9 juin 1982
Christian Picquet

ARMEMENT: LES INQUIETUDES DE REAGAN

APRES Versailles, les principaux dirigeants impérialistes et quelques autres vont se réunir à nouveau sous l'égide de l'OTAN dans la capitale fédérale allemande. Leur premier souci sera de mettre en avant la cohésion renforcée de l'alliance impérialiste dont témoigne à leurs yeux l'adhésion de l'Espagne qui participera pour la première fois à ce type de sommet atlantique. Il reste que ce sommet devra enregistrer la détérioration de la situation pour les principales citadelles impérialistes en plusieurs points du globe. La sale guerre de Thatcher aux Malouines ou la tentative de génocide de la part d'Israël au Liban mettent en effet en lumière l'incapacité du camp impérialiste à contrôler efficacement la situation, chaque bourgeoisie occidentale privilégiant la défense de ses intérêts au détriment des intérêts supérieurs de son camp qui coïncident en général avec ceux du plus puissant des centres impérialistes : les Etats-Unis.

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier l'échec de Reagan qui venait en Europe pour obtenir auprès de ses complices un soutien moins critique à ses initiatives diplomatiques et militaires. Or, sur les deux questions qui hanteront ce sommet, Reagan a beaucoup plus de raisons d'être inquiet que de sujets de satisfaction.

1) Le déploiement d'un nouvel arsenal nucléaire américain en Europe,

composé de quelque 572 nouvelles têtes (fusées Pershing 2 en RFA, missiles de croisière ailleurs, en Italie et en Grande-Bretagne en particulier), avait été pratiquement décidé dès 1979. Ce programme dit de « modernisation » de l'arsenal US s'est heurté, comme aucun autre depuis 35 ans, à une opposition de masse avec laquelle les gouvernements capitalistes d'Europe de l'Ouest doivent désormais compter. La mésaventure électorale du parti d'H. Schmidt à Hambourg, le week-end dernier, où les « alternatifs » anti-Pershing ont fait une percée remarquable, atteste, après les manifestations de masse, de l'ampleur du phénomène. Au sein même des bourgeoisies impérialistes, des voix s'élèvent, de plus en plus nombreuses pour condamner la politique agressive et ultra nucléaire de Reagan. Le manifeste signé notamment par Kennan, McNamara, McGeorge Bundy et G. Smith — qui demande que les USA s'engagent à ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire — porte un coup sérieux à la crédibilité politique de Reagan, d'autant que ses adversaires du moment ont tous été liés à la politique militaire des USA des deux dernières décennies.

Ce qu'ils remettent de fait en cause, c'est la perspective d'un conflit nucléaire limité, estimant que la logique de l'escalade deviendrait vite totalement incontrôlable. De plus, et

quel aveu, tous admettent qu'ils n'ont jamais cru réellement à la menace soviétique : « Je ne crois pas que, depuis la Seconde Guerre mondiale, il y ait eu un moment où l'URSS ait planifié ou désiré une attaque contre l'Europe occidentale », déclare George F. Kennan... Ainsi, les négociations qui s'ouvriront à Genève le 29 juin n'opposent pas l'URSS à un camp occidental soudé comme un seul homme derrière Reagan, et c'est en ce sens que l'on peut parler d'un échec important pour les fauteurs de guerre américains. Certes, les programmes d'armement ne seront pas fondamentalement remis en cause, certes, il n'y a rien de plus à attendre des négociations de Genève, mais l'impérialisme US aborde ces échéances en mauvaise posture et cela limite d'autant ses marges de manœuvre pour agir ailleurs dans le monde — et particulièrement en Amérique centrale ou au Moyen-Orient — au nom de la défense globale des intérêts du « monde libre ». C'est décisif dans la période actuelle.

2) Les conflits armés en cours dans l'Atlantique-Sud et au Moyen-Orient mobilisent l'attention des états-majors, y compris ceux de l'OTAN dans la mesure où ils rappellent que les seuls moyens militaires mis en œuvre depuis 35 ans sont des moyens conventionnels et qu'en la matière on n'arrête pas non plus les progrès technologiques. Il serait

INPRECOR
REVUE INTERNATIONALE DE PRESSE

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité de diversitaires unifiés de la TV internationale

Sommaire du numéro 128 14 juin 1982

3 AMERIQUE CENTRALE	Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe	Ive INTERNATIONALE
4 MILITARISATION	Ronald Reagan prépare la guerre et pousse la limitation des armements stratégiques	Vincent KERMEL
7 IRAN-IRAK	En défense de la révolution iranienne	Ive INTERNATIONALE
8 FRANCE	Changements tactiques et continuité stratégique de l'impérialisme français	Claude GABRIEL
12 POLOGNE	L'impact des débats de Solidarité : définir une stratégie pour la résistance	Jacqueline ALLJO
18 —	« Ouverture de position »	Zdzislaw BUJAK
19 —	« La troisième possibilité »	Wiktor KULERSKI
20 —	« Votez avec une chance historique »	Jacek KURON
22 ATLANTIQUE-SUD	Grande-Bretagne, les patins devant les Malouines ?	Ive INTERNATIONALE
24 GRANDE-BRETAGNE	Le Parti social-démocrate (SDP) un partenaire pour les conservateurs, une arme contre les travaillistes	Sieve POTTER
26 —	Le mouvement ouvrier et les revendications spécifiques des femmes	Judith ARKWRICHT
28 ETATS-UNIS	La crise de l'industrie automobile américaine	Dick ROBERTS
32 NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	DANEMARK : Coopération du SAP - Ive INTERNATIONALE : Second plénum du Comité exécutif international (CEI) - IRAN : Liberté pour Aïatollah Khomeini - MEXIQUE : Campagne électorale et composition du PRI - TCHÉCOSLOVAQUIE : Libération des détenus politiques de la Charta 77 et du VONS - LE MAURITIE : Victoire possible de MM. M. et M. - CHINE : En défense de Liu San-Chun - FRANCE : Le PCF rompt l'unité contre Reagan la guerre	
36 —	Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan la guerre	

Les articles publiés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les opinions sont celles exclusivement des auteurs. L'abonnement coûte de la TV internationale.

bien surprenant que la multiplication de ce type de conflits, où se testent les matériels les plus modernes, n'aboutisse pas rapidement à un nouvel effort des principales industries d'armement occidentales pour se préserver de la concurrence dans le domaine conventionnel, sans doute au détriment de l'effort nucléaire.

On assistera probablement alors à une révision des positions officielles des cercles impérialistes qui nous diront, comme ils le font après chaque étape de la course aux armements,

qu'ils avaient eu tendance à surestimer la menace soviétique mais qu'un danger majeur existe cependant dans les conflits périphériques. Mais, là encore, sur le plan des armements conventionnels, la guerre économique entre les différentes puissances impérialistes est inévitable. Les probables et explosives contradictions en ce domaine ne sont pas de nature à permettre à l'impérialisme d'empêcher de nouveaux développements révolutionnaires.

J.-L. M.